

Édifier le PKI suivant la ligne marxiste-léniniste pour diriger la révolution démocratique populaire

Autocritique du Bureau politique du Comité central du Parti communiste d'Indonésie, Septembre 1966

Dans la Résolution du Bureau politique éditée en commémoration du 46^e anniversaire de la fondation du Parti, il est dit entre autres que *"le fait que les forces contre-révolutionnaires ont réussi dans leurs attaques et ont infligé un tort aussi considérable au PKI exige de nous, qui sommes encore capables de poursuivre la lutte révolutionnaire, d'user de la critique et de l'autocritique comme seule voie correcte permettant de trouver nos insuffisances et nos défauts dans les domaines théorique, politique et organisationnel, dans le but de les corriger"*.

Le désastre qui a causé une aussi sérieuse perte pour le PKI et le mouvement révolutionnaire du peuple indonésien, après le déclenchement et la défaite du mouvement du 30 septembre [1965] a levé le voile qui pendant une longue période a caché les graves faiblesses du PKI. La direction du PKI s'était engagée dans l'aventurisme. Violant les règles organisationnelles, elle s'était engagée à la légère dans le mouvement du 30 septembre qui ne reposait pas sur le haut degré de conscience et de conviction des masses. C'est pourquoi ils avaient isolé le Parti des masses populaires. Au contraire, après l'échec du mouvement du 30 septembre, la direction du Parti développa une ligne opportuniste de droite, en confiant au président Sukarno le sort du Parti et du mouvement révolutionnaire. Ce furent là les points culminants des graves défauts et faiblesses du PKI dans les domaines idéologique, politique et organisationnel.

Le Bureau politique est conscient du fait qu'il porte la plus lourde responsabilité en ce qui concerne les sérieuses faiblesses et erreurs au cours de la période envisagée. C'est pourquoi le Bureau politique accorde toute son attention et apprécie grandement toutes les critiques faites par les cadres et les membres du Parti dans un esprit marxiste-léniniste, aussi bien que les critiques honnêtes de la part de sympathisants du Parti qui ont été exprimées de différentes manières, en différentes occasions. Le Bureau politique est résolu à faire son autocritique dans un esprit marxiste-léniniste, mettant en pratique les enseignements de Lénine et l'exemple du camarade Musso dans le développement de la critique et de l'autocritique marxistes-léninistes. Lénine nous a appris que *"l'attitude d'un parti politique envers ses propres erreurs est l'un des principaux et des plus sûrs moyens pour juger du sérieux de ce parti et comment en pratique il remplit ses obligations envers sa classe et les masses laborieuses. Reconnaître franchement une erreur, en rechercher les raisons, analyser les conditions dans lesquelles elle s'est produite et discuter à fond les moyens de la corriger, telle est la marque distinctive d'un parti sérieux; tel est le moyen qui lui permettra de venir à bout de ses obligations, tel est le moyen qui lui permettra d'éduquer et d'entraîner sa classe et les masses."* (Lénine, *La Maladie infantile du Communisme, le "gauchisme"*.)

En août 1948, le camarade Musso a posé un exemple devant le Bureau politique du Comité central sur la manière de mener la critique et l'autocritique de façon franche, marxiste-léniniste, à propos des sérieuses erreurs et faiblesses du PKI au cours des années de la Révolution d'août 1945. Grâce à la critique et à l'autocritique sans pitié contre les faiblesses et les erreurs, une solution a été trouvée pour rétablir le PKI dans son rôle d'avant-garde de la classe ouvrière

indonésienne, pour restaurer la bonne tradition du PKI dans la période précédente, pendant et succédant à la deuxième guerre mondiale et pour rendre le PKI capable d'arracher l'hégémonie dans la direction de la révolution. (La nouvelle voie pour la République d'Indonésie, Résolution du Bureau politique du Comité central du PKI, août 1948.)

La lutte interne dans le Parti qui s'est déroulée au cours de la reconstruction du Parti, après le terrible coup de la "*Provocation de Madiun*" et au cours de la réalisation de "*La voie nouvelle*" (Résolution du Bureau politique du Comité central du PKI, août 1948), a donné naissance au nouveau Bureau politique en 1951. L'expérience du Parti jusqu'au déclenchement du Mouvement du 30 septembre a montré que le Bureau politique élu en 1951 et réélu par le 5e et le 6e Congrès a non seulement failli dans l'accomplissement de la grande rectification du camarade Musso, qui avait été établi dans "*La voie nouvelle*", mais il a également commis de sérieuses déviations du marxisme-léninisme. En conséquence, le PKI fut incapable de remplir sa mission historique d'avant-garde de la classe ouvrière et dirigeant de la lutte de libération du peuple indonésien.

Vu la gravité des faiblesses et des erreurs englobant l'ensemble du Parti, le Bureau politique estime nécessaire de faire une analyse complète, afin de rendre à même chaque membre du Parti d'en faire l'étude la plus approfondie, de sorte que le retour de ces mêmes erreurs et faiblesses puisse être évité à l'avenir. Cependant, dans les circonstances actuelles, alors que la terreur blanche la plus criminelle et la plus cruelle est déchaînée par la dictature militaire Nasution-Suharto des généraux de droite, il n'est pas facile de faire la critique et l'autocritique la plus complète possible. Pour remédier à l'urgente nécessité, nous croyons nécessaire de définir les principales erreurs et faiblesses du Parti dans les domaines idéologique, politique et organisationnel, en vue de faciliter l'étude des erreurs et des faiblesses du Parti durant le mouvement de rectification en cours.

C'est en toute modestie et en toute sincérité que le Bureau politique présente cette autocritique. Le Bureau politique invite tous les membres à prendre une part active dans la discussion des faiblesses et des erreurs de la direction du Parti, à en faire une analyse critique et à faire le maximum pour améliorer cette autocritique du Bureau politique en tirant les leçons de leur propre expérience, collectivement et individuellement. Le Bureau politique attend de tous les membres qu'ils tiennent ferme le principe "unité-critique-unité" et "apprendre des erreurs du passé pour les éviter dans l'avenir, et guérir la maladie pour sauver le patient, dans le but de mener à bien le double objectif de clarté idéologique et d'unité parmi les camarades" (Mao Tsé-toung, *Notre Étude et la situation actuelle*). Le Bureau politique est convaincu que, tenant fermement ce principe correct, chaque membre du Parti prendra part au mouvement pour étudier et surmonter ces faiblesses et ces erreurs avec la détermination de reconstruire le PKI selon la ligne marxiste-léniniste, pour renforcer l'unité et la solidarité communistes, pour accroître la vigilance idéologique, politique et organisationnelle et pour élever l'esprit combatif en vue de remporter la victoire.

Les principales faiblesses dans le domaine idéologique

La résolution sur "*La nouvelle voie*", soulignant la cause majeure des principales erreurs faites par le PKI dans les domaines organisationnel et politique durant la période de la Révolution d'août, déclare:

"Le Bureau politique considère que ces principales erreurs sont essentiellement dues aux faiblesses idéologiques du Parti."

Les sérieuses faiblesses et erreurs du Parti dans la période d'après 1951 avaient certainement pour source, également, les faiblesses dans le domaine idéologique, spécialement à la direction du Parti. La source de ces faiblesses idéologiques se trouve dans l'origine de classe petite-bourgeoise et le manque de connaissances du marxisme-léninisme à la direction du Parti. Lénine nous enseigna que "*sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire*" et que "*le rôle de combattant d'avant-garde ne peut être rempli que par un parti guidé par la théorie la plus avancée*" (Lénine, *Que faire?*). L'expérience des communistes indonésiens témoigne pleinement de la vérité des enseignements de Lénine. Les sérieuses faiblesses et erreurs qui avaient rendu le PKI incapable

de remplir son rôle d'avant-garde de la classe ouvrière indonésienne étaient dues non seulement à l'incapacité de la direction du Parti à intégrer la théorie révolutionnaire à la pratique de la révolution indonésienne, mais également au fait qu'elle avait adopté une voie divergente de la conduite des théories les plus avancées. Cette expérience montre que le PKI n'avait pas réussi à établir un noyau de direction composé d'éléments prolétariens, ayant réellement la compréhension la plus correcte du marxisme-léninisme, compréhension systématique et non fragmentaire, pratique et non abstraite.

Les faiblesses idéologiques de notre Parti ont de profondes racines historiques. Le subjectivisme est à la source de ces faiblesses. La classe de la petite bourgeoisie constitue la base sociale de cette idéologie subjectiviste. L'Indonésie est un pays de petite bourgeoisie où l'on trouve un grand nombre d'entreprises de petits propriétaires, en particulier des fermes individuelles. Notre Parti est entouré d'une large classe petite-bourgeoise et de nombreux membres du Parti en sont issus. Inévitablement, des idées et des habitudes petites-bourgeoises pénètrent dans le Parti. La méthode de pensée petite-bourgeoise dans l'analyse des problèmes est subjective et unilatérale. Elle ne procède pas de la réalité objective ni de la connaissance du rapport objectif des forces de classes, mais de connaissances subjectives, de sentiments subjectifs et d'une imagination subjective. Le subjectivisme est la racine idéologique du dogmatisme et de l'empirisme dans le domaine théorique, de l'opportunisme de droite ou de *"gauche"* dans le domaine politique, et du libéralisme ou du sectarisme dans le domaine organisationnel; tels sont les maux qui ont affligé notre Parti.

Au cours de la période où nous procédions à la mise en exécution de la résolution sur *"La nouvelle voie"*, une lutte intense se déroula à l'intérieur de notre Parti contre le subjectivisme. Mais de la façon dont elle a tourné, la lutte n'a pas réussi à extirper complètement cette idéologie subjectiviste. Cela s'est prouvé au Ve Congrès National du Parti. Au cours du Congrès, de violentes critiques furent dirigées contre le subjectivisme, pierre d'achoppement dans la réalisation de la résolution sur *"La nouvelle voie"*. Mais en même temps, le Congrès commit la même erreur en adoptant le Manifeste du PKI sur les élections générales, mettant en avant le programme pour l'établissement d'un pouvoir de démocratie populaire par les élections générales. Ce fut là une manifestation simultanée d'opportunisme de droite et de *"gauche"*. Vu en tant que programme qui allait trop loin et hors de portée des conditions objectives existantes, c'était une erreur *"gauchiste"*. Mais, vu sous l'angle de sa ligne de pensée, comme quoi un pouvoir de démocratie populaire pourrait être instauré grâce à des élections générales, donc par des moyens pacifiques, c'était une erreur de droite.

Au cours de la période après 1951, le subjectivisme ne cessa d'augmenter, il prit graduellement des proportions de plus en plus grandes et donna naissance à un opportunisme de droite qui se joignit à l'influence du révisionnisme moderne dans le mouvement communiste international. Ce fut la ligne noire de l'opportunisme de droite qui devint l'aspect principal des erreurs commises par le PKI au cours de cette période. L'apparition et le développement de ces faiblesses et de ces erreurs sont dues aux facteurs suivants:

Premièrement, la tradition de la critique et de l'autocritique de manière marxiste-léniniste n'était pas développée dans le Parti, en particulier à la direction du Parti. Un des nombreux exemples en fut la révocation du Manifeste du PKI pour des élections générales. Après qu'on eut découvert que le Manifeste était erroné, il fut rejeté et remplacé par un autre programme, le *"Programme pour un gouvernement de coalition nationale"*. Mais cette mesure ne fut pas suivie d'une critique et autocritique large et approfondie, concernant les racines idéologiques de cette erreur, simplement parce que *"le prestige de la direction doit être sauvegardé"*. En conséquence, le remplacement du Manifeste pour des élections générales par le Programme pour un gouvernement de coalition nationale n'avait pas réussi à effacer totalement l'attitude opportuniste envers les élections générales dans la charpente de la démocratie bourgeoise. Nous envisageons plus amplement ce problème par après.

Les mouvements de rectification et d'étude qui furent organisés de temps à autre par le Parti ne furent pas menés sérieusement et avec persistance, les résultats n'en furent pas convenablement tirés et ils ne furent pas suivis de mesures appropriées sur le plan organisationnel. Les

mouvements d'étude avaient davantage pour but de vaincre certaines faiblesses, à la base du Parti, et jamais pour déployer la critique et l'autocritique parmi la direction. Loin d'être soigneusement écoutées, les critiques venant de la base étaient étouffées.

Le manque de mise en pratique de la critique et de l'autocritique de manière marxiste-léniniste dans le Parti, spécialement parmi la direction du Parti d'une part, et le bas niveau théorique des cadres du Parti en général, d'autre part, avaient émoussé le sens critique et la vigilance idéologique des cadres du Parti en général, et des cadres dirigeants en particulier.

Deuxièmement, la pénétration de l'idéologie bourgeoise par deux canaux, par des contacts avec la bourgeoisie nationale lorsque le Parti établit un Front Uni avec elle, et par l'embourgeoisement des cadres du Parti, en particulier de la direction, après que le Parti eut obtenu certains postes à l'intérieur d'organismes gouvernementaux et semi-gouvernementaux. Le nombre croissant de cadres du Parti qui occupèrent certains postes dans des organismes gouvernementaux et semi-gouvernementaux, au centre et dans les régions, créa "*une couche de travailleurs embourgeoisés*" et cela constitua "*de véritables voies de pénétration du réformisme*" (Lénine, *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*). Pareille situation n'existait pas avant la Révolution d'août de 1945.

Troisièmement, le révisionnisme moderne commence à pénétrer dans notre Parti lorsque la 4e session plénière du Comité central, issue du Ve Congrès, approuva sans critiques un rapport soutenant la ligne du 20e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, et adopta la ligne de "*réalisation pacifique du socialisme par la voie parlementaire*" comme ligne du PKI. Cette "*voie pacifique*", l'une des caractéristiques du révisionnisme moderne, fut d'autre part réaffirmée davantage au VIe Congrès National du PKI qui approuva le passage suivant dans les statuts du Parti: "*Il existe une possibilité pour qu'un système de démocratie populaire, stade transitoire vers le socialisme en Indonésie, puisse être réalisé par des moyens pacifiques, dans la voie parlementaire. Le PKI lutte avec persistance pour transformer cette possibilité en réalité.*" Cette ligne révisionniste fut encore soulignée au VIIe Congrès National (Extraordinaire) du PKI et ne fut jamais corrigée, même pas lorsque notre Parti eut pris conscience que, depuis le 20e Congrès du PCUS, la direction du PCUS suivait la voie du révisionnisme moderne.

Face au révisionnisme moderne de la direction du PCUS, la direction du PKI, étroitement liée à la bourgeoisie nationale par son alliance avec elle, adopta une attitude dénuée de principes. La principale considération qui dicta cette attitude ne partait pas des intérêts propres du prolétariat, mais plutôt de la nécessité de sauvegarder l'alliance avec la bourgeoisie nationale. Même si, au cours des années suivantes, la direction du PKI critiqua les différentes lignes révisionnistes de la direction du PCUS et si, grâce à cette attitude, le PKI conquiert une position dans les rangs des marxistes-léninistes dans le monde, elle n'en continua pas moins à maintenir ses bonnes relations avec la direction du PCUS, et l'influence du révisionnisme moderne dans notre Parti ne fut nullement éliminée.

L'expérience du PKI nous donne la leçon que critiquer uniquement le révisionnisme de la direction du PCUS ne signifie pas que le PKI lui-même sera automatiquement libéré des erreurs opportunistes de droite, les mêmes que celles que commettent les révisionnistes modernes. L'expérience du PKI nous montre que le révisionnisme moderne, le danger le plus grand dans le mouvement communiste international, constitue également le danger le plus grand pour le PKI.

Pour le PKI, le révisionnisme moderne n'est pas "*un danger latent, mais non aigu*" (D. N. Aidit, Être un bon et toujours meilleur communiste), mais un danger concret qui a causé un grand tort au Parti et de sérieuses pertes pour le mouvement révolutionnaire du peuple indonésien. C'est pourquoi nous ne devons, en aucun cas, sous-estimer le danger du révisionnisme moderne et nous devons mener une lutte résolue et impitoyable contre lui. Nous ne pouvons effectivement maintenir une attitude ferme contre le révisionnisme moderne dans tous les domaines, que si notre Parti abandonne la ligne de "*préserver l'amitié avec les révisionnistes modernes*".

C'est un fait que le PKI, tout en critiquant les révisionnistes modernes de la direction du PCUS commettait lui-même des erreurs révisionnistes, parce qu'il avait révisé les enseignements du marxisme-léninisme sur la lutte des classes, l'État et la révolution. De plus, la direction du PKI, non

seulement n'a pas mené la lutte sur le plan théorique contre d'autres idées politiques "révolutionnaires" qui peuvent tromper le prolétariat, comme Lénine nous a enseigné de le faire (voir Lénine, *L'État et la Révolution*), mais elle a volontairement fait des concessions sur le plan théorique. La direction du PKI affirmait qu'il y avait identité entre les trois composantes du marxisme: philosophie matérialiste, économie politique et socialisme scientifique et les prétendues "trois composantes des enseignements de Sukarno". Ils voulaient faire du marxisme, idéologie de la classe ouvrière, la propriété de la nation entière, y compris des classes exploiteuses hostiles à la classe ouvrière.

Les principales erreurs sur le plan politique

Les erreurs de l'opportunisme de droite sur le plan politique, que nous envisageons à présent, englobent trois problèmes:

1. la voie vers la démocratie populaire en Indonésie;
2. la question du pouvoir d'État;
3. la poursuite d'une politique de front uni national.

Sur le plan politique, l'opportunisme de droite se révèle en premier lieu et avant tout dans le choix de la voie à prendre, la "voie pacifique", ou la voie de la révolution pour réaliser la démocratie populaire en Indonésie, stade transitoire vers le système socialiste. Une des différences fondamentales et un des sujets de controverse entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme tant classique que moderne, consiste précisément dans le problème de choisir la voie vers le socialisme. Le marxisme-léninisme enseigne que le socialisme ne peut être réalisé qu'en suivant la voie de la révolution prolétarienne et que, dans le cas de pays semi-coloniaux et semi-féodaux comme l'Indonésie, le socialisme ne peut être réalisé qu'en passant d'abord par l'étape de la révolution démocratique populaire. Le révisionnisme, au contraire, rêve de réaliser le socialisme par "la voie pacifique".

Selon quel processus se sont développées et ont grandi ces erreurs sur le plan politique?

Pendant 15 années pleines depuis 1951, le PKI a mené une lutte légale et parlementaire. La lutte sur le plan légal et parlementaire est une forme de lutte qu'un parti révolutionnaire prolétarien doit utiliser dans une situation donnée et sous certaines conditions, comme Lénine l'a expliqué dans son ouvrage *Le "gauchisme", Maladie Infantile du communisme*. C'est une erreur de refuser la lutte sur le plan parlementaire lorsqu'elle est nécessaire, et de jouer avec la révolution alors que les conditions ne sont pas encore mûres.

La lutte parlementaire, en tant qu'aspect de la lutte légale menée par le parti en 1951, était correcte dans l'ensemble et concordait avec les conditions objectives existant à l'époque. Les conditions objectives existant à l'époque étaient les suivantes: le flux révolutionnaire était à marée basse, les forces motrices de la révolution ne s'étaient pas encore réveillées, et la grande majorité du peuple qui n'avait jamais connu l'indépendance politique avant la révolution d'août plaçait encore de grands espoirs dans la démocratie bourgeoise.

Pendant les premières années de cette période [qui suivit 1951], notre Parti avait obtenu certains résultats tant dans la lutte politique que dans l'édification du Parti. Une réalisation importante au cours de cette période fut la définition des principaux problèmes de la révolution indonésienne. Le stade actuel de la révolution indonésienne fut défini comme révolution démocratique bourgeoise de type nouveau dont les objectifs étaient de liquider l'impérialisme et les vestiges du féodalisme et d'établir un système de démocratie populaire, stade transitoire vers le socialisme. Les forces motrices de la révolution étaient la classe ouvrière, la paysannerie et la petite bourgeoisie, avec comme force dirigeante la classe ouvrière et comme principale force de masse la paysannerie. La bourgeoisie nationale fut également définie, comme étant une force instable de la révolution, pouvant y participer jusqu'à certaines limites et à certaines périodes mais qui, à d'autres moments, trahissait la révolution. De plus, le Parti établit que la classe ouvrière, en vue de remplir ses

obligations de force dirigeante de la révolution, doit forger avec les autres classes et groupes révolutionnaires un front uni révolutionnaire basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans et placé sous la direction de la classe ouvrière.

Cependant, cela comportait une très importante lacune qui, plus tard, devait se développer en opportunisme de droite ou révisionnisme, à savoir que le Parti n'était pas encore arrivé à une unité de vue parfaitement claire concernant les principaux moyens et la principale forme de lutte de la révolution indonésienne. Le Comité central du Parti avait un jour abordé ce problème dans ses grandes lignes, mais par après il n'en a jamais discuté à fond de manière à en avoir une compréhension unique la plus correcte, condition préliminaire à ce qu'on parvienne à une compréhension unique la plus correcte de ce problème dans l'ensemble du Parti.

C'est une grande erreur pour un parti comme le PKI qui a pour mission de diriger la révolution, de ne pas faire de la question des principaux moyens et de la principale forme de lutte de la révolution indonésienne, un problème qui concerne l'ensemble du Parti, mais de le limiter au contraire à quelques personnes parmi la direction et à certains cadres du Parti. Cela eut pour conséquence que la majorité des membres du Parti restèrent passifs devant ce problème capital de la révolution.

Si la direction de la révolution indonésienne revient à la classe ouvrière, la paysannerie est son principal soutien de masse. Vu la faiblesse numérique de la classe ouvrière en Indonésie, les formes de lutte typiques de la classe ouvrière, telles les grèves générales qui ont pour but d'éveiller les autres forces motrices de la révolution et qui se développent en insurrection armée comme dans le cas de la révolution démocratique bourgeoise de 1905 en Russie (voir Lénine, *Leçons de la Révolution de 1905*, éd. anglaise, FLPH, Moscou), ne peuvent jamais devenir la forme de lutte principale ou la méthode de la révolution indonésienne.

La révolution chinoise nous montre l'exemple concernant la forme de lutte principale de la révolution dans les pays coloniaux, ou semi-coloniaux et semi-féodaux, c'est-à-dire la lutte armée populaire contre la contre-révolution armée. Compte tenu que l'essence de la révolution (dans ces pays, NdIR) est une révolution agraire, l'essence de la lutte armée populaire est la lutte armée des paysans dans une révolution agraire sous la direction de la classe ouvrière. La pratique de la révolution chinoise est d'abord et avant tout l'application du marxisme-léninisme aux conditions concrètes de la Chine. En même temps, elle a établi une loi générale pour les révolutions des peuples dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux et semi-féodaux.

Pour obtenir une victoire complète, la révolution indonésienne doit également suivre la voie de la révolution chinoise. Ceci signifie que la révolution indonésienne doit inévitablement adopter cette forme de lutte principale, à savoir, la lutte armée populaire contre la contre-révolution armée qui, dans son essence, est la révolution agraire armée de paysans sous la direction du prolétariat.

La révolution agraire qui est l'essence de l'étape actuelle de la révolution indonésienne n'est pas une réforme agraire à la mode bourgeoise qui ne fait que paver la voie au développement du capitalisme à la campagne. Cette révolution libérera les agriculteurs, les paysans pauvres et les paysans moyens de l'oppression féodale exercée par les propriétaires fonciers indigènes ou étrangers, en confisquant les terres des propriétaires fonciers et en les distribuant aux agriculteurs et aux paysans pauvres individuellement en tant que propriété privée. Pareille révolution ne pourra être victorieuse que si elle est menée par la force des armes sous la direction de la classe ouvrière. Cette révolution ne peut venir de l'extérieur. Elle surgira sur la base du haut degré de conscience et de conviction des paysans eux-mêmes, obtenu à travers leur propre expérience dans la lutte et grâce à l'action de la classe ouvrière.

Il est clair que dans une situation où les conditions pour une révolution ne sont pas encore atteintes, la tâche du PKI devrait être dirigée vers l'éducation des membres du Parti, de la classe ouvrière et de la paysannerie, par le travail politique, l'agitation et la propagande ainsi que par le travail d'organisation sur le problème de la principale forme de lutte de la révolution indonésienne.

Toutes les formes de travail légal et parlementaire devraient servir les moyens principaux et la

principale forme de lutte, et elles ne doivent en aucun cas empêcher le processus de maturation de la lutte armée.

Durant les quinze dernières années, l'expérience nous a appris qu'en échouant dans la tâche politique consistant à rejeter "*la voie pacifique*" et à maintenir fermement la loi générale de la révolution dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux et semi-féodaux, le PKI s'est graduellement enlisé dans la lutte parlementaire et autres formes de la lutte légale. La direction du Parti considérait même cela comme la forme principale de la lutte pour réaliser le but stratégique de la révolution indonésienne. La légalité du Parti n'était pas considérée comme une méthode de lutte à un moment donné et sous certaines conditions, mais comme un principe et d'autres formes de lutte étaient appelées à servir ce principe. Même alors que la contre-révolution non seulement foulait aux pieds l'existence légale du Parti, mais encore violait les droits humains fondamentaux des communistes, la direction du Parti tenta de défendre de toutes ses forces cette "*légalité*".

Comme nous l'avions dit précédemment, la "*voie pacifique*" était fermement établie dans le Parti lorsque la quatrième session plénière du Comité central du Ve Congrès en 1956 adopta un document approuvant la ligne révisionniste moderne du 20e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique. Dans de telles conditions, alors que la ligne révisionniste était déjà solidement établie dans le Parti, il était impossible d'avoir une ligne stratégique et tactique correcte, marxiste-léniniste. La formulation des principales lignes de la stratégie et de la tactique du Parti partait d'une hésitation entre "*la voie pacifique*" et la "*voie de la révolution armée*", processus au cours duquel "*la voie pacifique*" finit par l'emporter.

C'est dans ces conditions que la ligne générale du PKI fut formulée par le VIe Congrès National (1959). Elle dit: "*Continuons à forger le front uni national et poursuivons la construction du Parti, afin de remplir les exigences de la révolution d'août 1945.*" Sur base de la ligne générale du Parti, le mot d'ordre "*Hissez les trois drapeaux du Parti*" fut lancé. C'étaient: 1) le drapeau du front national; 2) le drapeau de la construction du Parti et 3) le drapeau de la Révolution d'août 1945. (D. N. Aidit, *Rapport à la seconde session plénière du Comité central du VIe congrès*). La ligne générale était comprise comme la voie vers la démocratie populaire en Indonésie.

La direction du Parti essaya d'expliquer que les trois drapeaux du Parti étaient les trois armes principales pour faire triompher la révolution démocratique populaire qui, comme l'a dit le camarade Mao Tsé-toung, sont "*un Parti bien discipliné, armé de la théorie du marxisme-léninisme, employant la méthode de l'autocritique et lié aux masses populaires; une armée placée sous la direction d'un tel parti; un front uni de toutes les classes révolutionnaires et de tous les groupes révolutionnaires sous la direction d'un tel Parti*" (Mao Tsé-toung, *De la dictature démocratique populaire*).

Donc, la seconde arme principale implique la nécessité d'une lutte armée populaire sous la direction du parti contre la contre-révolution armée. La direction du Parti essaya de remplacer celle-ci par le mot d'ordre "*Élevez le Drapeau de la révolution d'août 1945*". Il est vrai qu'elle avait expliqué que "*le drapeau de la révolution d'août établit l'importance d'utiliser les expériences de lutte acquises au cours de la révolution d'août 1945*" et que "*dans la défense de la souveraineté de l'Indonésie, le rôle de la guerre de guérilla est de la plus grande importance*" (D. N. Aidit, *Tenons haut le drapeau de la révolution*), mais en pratique, pas le moindre effort n'a été fait en ce sens.

Pour prouver que la voie suivie n'était pas l'opportuniste "*voie pacifique*", la direction du Parti a toujours parlé de l'existence des deux possibilités, celle de la "*voie pacifique*" et celle de la voie non pacifique. Ils assuraient que mieux le Parti se préparerait à faire face à l'éventualité d'une voie non pacifique, d'autant plus grande serait l'éventualité d'une "*voie pacifique*". En fait, de telles affirmations montrent précisément qu'il existait une ambiguïté quant à la définition de la route suivie par la direction du Parti. En agissant de la sorte, la direction du Parti entretenait dans l'esprit des membres du Parti, de la classe ouvrière et des masses du peuple travailleur, l'espoir d'une voie pacifique qui, en réalité, n'existait pas.

En pratique, la direction du Parti n'a pas préparé l'ensemble des rangs du Parti, de la classe ouvrière et des masses populaires à affronter l'éventualité d'une voie non pacifique. La meilleure

preuve en est la grave tragédie qui fit suite au début et à l'échec du Mouvement du 30 septembre. En très peu de temps, la contre-révolution réussit à massacrer et à arrêter des centaines de milliers de communistes et de révolutionnaires non-communistes restés passifs, paralysant l'organisation du PKI et des organisations de masse révolutionnaires. Cela ne se serait sûrement jamais produit si la direction du Parti n'avait dévié de la voie révolutionnaire.

La direction du Parti a déclaré que "*notre Parti ne doit pas copier la théorie de la lutte armée de l'extérieur, mais qu'il doit promouvoir la méthode combinant les trois formes de lutte*" (D. N. Aidit, *Levons haut le drapeau de la révolution*). Selon cette théorie, les trois formes de lutte étaient la guerre de guérilla dans les campagnes (menée spécialement par les ouvriers agricoles et les paysans pauvres), l'action révolutionnaire des ouvriers (en particulier des ouvriers du transport) dans les villes, et un travail intensif parmi les forces armées ennemies. La direction du Parti critiqua certains camarades qui, étudiant l'expérience de la lutte armée du peuple chinois, étaient accusés de n'en voir uniquement que les ressemblances avec les conditions de l'Indonésie. La direction du Parti, au contraire, mit l'accent sur une série de conditions prétendument différentes dont il fallait tenir compte, jusqu'à ce qu'elle en arrive à la conclusion que la méthode type de la révolution indonésienne était "*la méthode de combiner les trois formes de lutte*".

C'est une erreur que d'adopter d'une façon dogmatique l'expérience d'autres pays. Mais refuser d'utiliser l'expérience d'un autre pays, dont la valeur théorique révolutionnaire est déjà prouvée, est également une erreur. Lénine nous a appris qu' "*un mouvement qui démarre dans un pays jeune ne peut être victorieux que s'il envisage de manière critique l'expérience d'autres pays et la met lui-même librement à l'épreuve*" (Lénine, *Que faire?*).

Les faits ont montré que la "*théorie de la méthode de combiner les trois formes de lutte*" n'était pas le résultat d'une façon d'envisager l'expérience d'un autre pays de manière critique et de la lier à la pratique concrète de l'Indonésie, afin d'élaborer une théorie révolutionnaire propre à l'Indonésie. De toute manière, ce n'est pas une méthode propre à l'Indonésie. La révolution russe de 1905, comme Lénine l'explique dans ses *Leçons de la révolution de 1905*, fut la combinaison de grèves d'ouvriers, de la lutte anti-féodale de la paysannerie dans les campagnes et de mutineries dans l'armée, combinaison où les grèves des ouvriers servaient d'avant-garde. La révolution chinoise aussi combina la guerre révolutionnaire agraire, le travail dans les campagnes et les villes occupées par l'ennemi et le travail parmi les forces ennemies, avec pour forme de lutte principale la guerre révolutionnaire.

En Indonésie, ces "*trois formes de lutte*" qu'il fallait combiner, au lieu d'être menées dans la voie révolutionnaire, l'ont été chacune selon la "*voie pacifique*". La lutte des paysans contre l'exploitation et l'oppression des vestiges du féodalisme, si elle avait été correctement dirigée par le Parti, aurait dû se développer à son plus haut niveau: c'est-à-dire celui d'une révolution agraire pour libérer les paysans de l'oppression des propriétaires fonciers. Cette lutte n'aurait pu obtenir la victoire totale que si elle avait été menée par les armes sous la direction du PKI. Mais la direction du Parti n'a pas concentré son travail dirigeant sur le développement toujours plus élevé de la lutte des paysans et n'a pas préparé le Parti à faire face à chaque éventualité.

Lorsque les paysans ont commencé unilatéralement à entreprendre des actions contre les propriétaires fonciers indigènes, ces actions, au lieu d'être encouragées à se développer à un stade supérieur, furent déviées vers différentes orientations et transformées en une série d'actions qui n'étaient pas dirigées contre les propriétaires fonciers, comme par exemple "*le mouvement pour une nouvelle culture*", les "*1001 campagnes*" pour accroître la production, la "*campagne d'extermination des rats*", etc. Il n'est évidemment pas mauvais qu'un mouvement paysan révolutionnaire lance des campagnes pour accroître la production, pour exterminer les fléaux et élever le niveau culturel des paysans. Mais tout cela aurait dû servir l'objectif principal du mouvement paysan révolutionnaire, à savoir la révolution agraire anti-féodale. Aussi, de telles campagnes n'auraient-elles pas dû être surestimées au point que le mouvement révolutionnaire paysan soit détourné de son orientation correcte et devienne un mouvement réformiste.

Dans les villes, en dépit de l'accroissement des lourdes charges pesant sur la vie des travailleurs,

les actions ouvrières à signification politique ont peu à peu disparu, parce que privées d'une direction propre. Il est vrai que les ouvriers ont mené des actions, apparemment grandes, et possédant une importante signification politique, notamment l'expropriation des entreprises appartenant aux impérialistes néerlandais, anglais, et belges. Mais concrètement, ces actions ne profitèrent qu'à une poignée de capitalistes et bureaucrates et elles ne pouvaient en aucune manière améliorer les conditions de vie des travailleurs concernés. De plus, depuis que la direction du Parti considérait les anciennes entreprises impérialistes, contrôlées par le gouvernement comme propriété nationale, les autres actions ouvrières ont été restreintes. Au contraire, bien trop d'activités furent organisées directement par les syndicats ou à travers les conseils d'entreprise qui avaient pour but d'accroître la production, d'augmenter le rendement du travail dans les entreprises, d'améliorer l'économie, etc., activités qui n'amélioreraient pas les conditions de vie, pas plus qu'elles n'élevaient l'esprit révolutionnaire des travailleurs.

Partant de l'idée erronée que *"les forces armées de la République ne sont pas des forces réactionnaires"* (D. N. Aidit, *Levons haut le drapeau de la révolution*), le problème du *"travail à l'intérieur des forces ennemies"* était interprété comme *"l'intégration du peuple aux organes importants de l'État"*, ou *"le renforcement des relations entre le peuple et les forces armées"*. Cela signifie en fait l'intégration des classes opprimées à l'appareil de répression des classes oppresseuses. Une erreur aussi grave a pu se produire parce que la direction du Parti ne considérait pas la République indonésienne comme un État bourgeois. Elle perdait de vue cette réalité que les forces armées de la République, en tant que telles, en dépit du fait qu'elles étaient issues de la Révolution d'août, étaient devenues l'organe de domination aux mains des classes exerçant le pouvoir d'État, depuis que la révolution avait échoué et que le pouvoir d'État était tombé entièrement aux mains de la bourgeoisie réactionnaire. Si l'on considère leur origine de classe, en tant que fils d'ouvriers et de paysans, les hommes du rang de l'armée peuvent en effet constituer des éléments qui prendraient le parti du peuple. Mais cela ne pourrait en aucune manière modifier l'attitude de l'armée en tant que telle, organe de l'État, servant les intérêts des classes dominantes.

Pour accomplir sa lourde, mais grande et noble mission historique, pour diriger la révolution populaire contre l'impérialisme, le féodalisme, le capitalisme bureaucratique, les marxistes-léninistes indonésiens doivent fermement rejeter la *"voie pacifique"* révisionniste, rejeter la théorie de la méthode de combiner *"les trois formes de lutte"*, et tenir haut le drapeau de la révolution populaire armée. Suivant l'exemple de la glorieuse révolution chinoise, les marxistes-léninistes indonésiens doivent établir des bases territoriales révolutionnaires. Ils doivent *"transformer les villages reculés en territoire de bases avancés, consolidés, en grands bastions militaires, politiques, économiques et culturels de la révolution"* (Mao Tsé-toung, *La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois*).

Tout en travaillant à la réalisation de ce point capital, nous devons également élaborer d'autres formes de lutte; la lutte armée ne progressera jamais sans être coordonnée à d'autres formes de lutte.

La ligne opportuniste de droite suivie par la direction du Parti s'est également reflétée dans son attitude envers l'État, l'État indonésien en particulier. Le marxisme-léninisme nous a appris que *"l'État est un organe de la domination de classe, l'organe de l'oppression d'une classe par une autre"*, que *"les formes des États bourgeois varient à l'extrême, mais leur essence est la même... la dictature de la bourgeoisie"*, et que le remplacement de l'État bourgeois par l'État (en Indonésie, par l'État de démocratie populaire - Note du Bureau politique du PKI), est impossible sans révolution violente" (Lénine, *L'État et la Révolution*).

Basée sur cet enseignement marxiste-léniniste sur l'État, la tâche du PKI après l'échec de la révolution d'août 1945, aurait dû être d'éduquer la classe ouvrière indonésienne et l'ensemble du peuple travailleur, afin de lui faire comprendre aussi clairement que possible la nature de classe de l'État indonésien, c'est-à-dire qu'il était un État de dictature bourgeoise. Le PKI aurait dû faire prendre conscience à la classe, ouvrière et au peuple travailleur que leur lutte de Libération menait inévitablement à la nécessité de *"remplacer l'État bourgeois"* par l'État populaire sous la

direction de la classe ouvrière, par l'intermédiaire d'une "révolution violente". Mais la direction du PKI a suivi une ligne opportuniste qui a semé parmi le peuple des illusions sur la démocratie bourgeoise. L'évolution de cette ligne opportuniste concernant l'État est la suivante:

Dans la mise en pratique de sa politique tactique d'attirer la bourgeoisie nationale dans le front uni, le PKI a soutenu le gouvernement Wilopo (au début de 1952) et d'autres gouvernements par la suite - à l'exception du gouvernement Burhanuddin Harahap dirigé par le parti Masyumi - qui avaient un programme relativement progressiste. Cette politique a permis au PKI d'attirer la bourgeoisie nationale dans un front uni et d'éviter la formation de gouvernements réactionnaires. Mais cela eut pour conséquence que le PKI adopta des pratiques qui constituaient un abandon de sa position de parti prolétarien qui avait à adopter une attitude indépendante vis-à-vis d'un gouvernement bourgeois. Le PKI commit l'erreur d'esquiver totalement sa tâche d'exposer la banqueroute de la démocratie bourgeoise. Plus grave encore, le PKI, au lieu de se servir des élections générales et de la lutte parlementaire pour accélérer la dégénérescence politique du parlementarisme, avait même renforcé le système du parlementarisme.

Le PKI participa aux premières élections parlementaires générales avec un programme pour l'établissement d'un gouvernement de coalition nationale, un gouvernement de front uni de tous les éléments démocratiques, y compris les communistes. Avec un tel programme, le PKI commettait la même erreur que les démocrates petits-bourgeois et les opportunistes qui, comme le dit Lénine, "distillent dans l'esprit du peuple la notion fautive que le suffrage universel "dans un État moderne" est réellement capable d'imposer la volonté de la majorité des travailleurs et d'en garantir la réalisation" (Lénine, *L'État et la Révolution*).

Cette revendication de l'établissement d'un gouvernement de coalition nationale devint le programme tactique du PKI, et par après prit la forme de la revendication de l'établissement d'un cabinet de coopération ayant le Nasakom pour noyau. En posant comme principale revendication politique la formation d'un gouvernement de coalition nationale, on répandait l'illusion que sous la dictature de la bourgeoisie, alors qu'il n'existait pas d'armée sous la direction du Parti, il était possible de mettre sur pied un gouvernement de front uni de tous les éléments démocratiques, y compris des communistes, correspondant aux exigences populaires et qui faciliterait l'accomplissement des buts stratégiques. La campagne revendiquant l'établissement d'un cabinet de coopération avec pour centre le Nasakom avait relégué à l'arrière-plan la propagande pour un État de démocratie populaire et empêché ainsi le développement de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple travailleur.

Le point culminant de la déviation de l'enseignement marxiste-léniniste sur l'État fut atteint par la direction du Parti avec la formulation de la "théorie des deux aspects du pouvoir d'État dans la République d'Indonésie". Depuis la naissance de cette "théorie des deux aspects", la doctrine marxiste-léniniste ne fut plus respectée que lorsqu'il était question de l'État en général. Mais dans les discussions où il était concrètement question de l'État, la doctrine marxiste-léniniste était totalement abandonnée.

Dans la "théorie des deux aspects", l'État et le pouvoir d'État étaient envisagés de la manière suivante:

*"La structure économique (base) de la société indonésienne actuelle est encore coloniale et semi-féodale. Cependant, en même temps, il existe la lutte du peuple contre ce système économique, la lutte pour une économie nationale et démocratique." (D. N. Aidit, *Levons haut le drapeau de la Révolution*.)*

*"Les réalités de la base se reflètent également dans la superstructure, y compris dans le pouvoir d'État, et spécialement dans le gouvernement. Les forces opposées au système économique colonial et féodal et les forces qui défendent l'impérialisme, les vestiges du féodalisme, le capitalisme bureaucratique et le capitalisme compradore, se reflètent tous deux dans le pouvoir d'État." (D. N. Aidit, *Levons haut le drapeau de la révolution*.)*

"Le pouvoir d'État de la République, vu comme une contradiction, est une contradiction entre deux aspects antagonistes. Le premier aspect est celui qu'il représente les intérêts du peuple (il se

manifeste par les prises de position progressistes et la politique du Président Sukarno qui sont soutenues par le PKI et d'autres groupes du peuple). Le second aspect est celui que représentent les ennemis du peuple (il se manifeste par les prises de position et la politique des forces de droite et des réactionnaires). L'aspect populaire est devenu à présent l'aspect principal et assume le rôle dirigeant dans l'exercice du pouvoir dans la République." (D. N. Aidit, Levons haut, le drapeau de la révolution.)

La "théorie de deux aspects" constitue manifestement une déviation opportuniste et révisionniste, parce qu'elle nie l'enseignement marxiste-léniniste que "*l'État est l'organe de l'exercice du pouvoir d'une classe définie qui ne peut se concilier avec son antipode (la classe qui lui est opposée)*" (Lénine, *L'État et la révolution*). Il est inimaginable que la République d'Indonésie puisse être gouvernée à la fois par le peuple et par les ennemis du peuple.

Personne ne niera que, dans la société en Indonésie, il existe des forces luttant contre le système économique colonial et semi-féodal. Ce sont la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie et, jusqu'à un certain point, également la bourgeoisie nationale. Mais il est faux de croire que ces forces ont le même concept d'une "*économie nationale et démocratique*". Sur ce point, il existe deux conceptions différentes, celle de la bourgeoisie nationale et celle du prolétariat. Même affublée de beaux noms comme "*économie nationale et démocratique*", "*économie dirigée*", pour la bourgeoisie nationale, ce concept ne signifie rien d'autre que le plein développement du capitalisme dans le pays.

L'idée du prolétariat, elle, est de créer une économie démocratique populaire, ce qui signifie la nationalisation de tout le capital et de toutes les entreprises appartenant aux impérialistes, aux compradores et aux autres réactionnaires, et la distribution aux paysans de terres confisquées aux propriétaires fonciers. Cela ne sera qu'un système économique de transition vers le socialisme qui ne pourra être accompli qu'après l'établissement de la dictature démocratique du peuple, c'est-à-dire, le pouvoir conjoint de toutes les classes anti-impérialistes et anti-féodales sous la direction du prolétariat. Dans l'économie de démocratie populaire, le secteur "*socialiste, c'est-à-dire les entreprises vitales détenues par l'État populaire, occupe une place prépondérante dans toute la vie économique du pays*".

Avant la mise en place d'un pouvoir de démocratie populaire, la lutte du peuple dans le domaine économique ne pourra jamais donner naissance à une structure économique de démocratie populaire. La reprise d'entreprises appartenant aux impérialistes et l'existence d'entreprises du type ancien ne signifient pas l'apparition d'un secteur socialiste dans l'économie, parce que ces entreprises d'État n'appartenaient pas au peuple et n'étaient pas gérées par un État populaire, mais qu'elles étaient tombées aux mains de capitalistes-bureaucrates. De même, la loi agraire fondamentale ne pouvait, elle, en aucune manière libérer les paysans de l'oppression et de l'exploitation exercées par les vestiges du féodalisme.

Méconnaissant les différences entre la conception de l'économie propre à la bourgeoisie nationale et la conception de l'économie propre au prolétariat et les reprenant en bloc dans l'expression "*économie nationale et démocratique*" sans discuter de la nécessité d'établir d'abord un pouvoir de démocratie populaire, équivalait à un abandon de la position de classe du prolétariat et à capituler devant la bourgeoisie.

La naissance de concepts économiques tels que la "déclaration économique" ne signifiaient évidemment pas que les forces de la classe ouvrière et l'ensemble du peuple travailleur qui luttaient contre l'économie coloniale et semi-féodale se reflétaient déjà dans le pouvoir d'État. Les éléments de démocratie populaire ne se développent jamais à l'intérieur d'un pouvoir d'État représentant les intérêts de l'impérialisme et des vestiges du féodalisme.

Il se manifestait une contradiction dans le pouvoir d'État de la République, à savoir les contradictions entre, d'une part, les éléments compradores et propriétaires terriens qui représentaient les intérêts de l'impérialisme et des vestiges du féodalisme, et d'autre part, la bourgeoisie nationale qui, jusqu'à un certain point, adoptait une attitude anti-impérialiste et anti-féodale. Mais l'attitude de la bourgeoisie nationale ne pouvait en aucune manière être interceptée

comme représentant les intérêts du peuple, et c'est pourquoi elle ne pouvait être appelée *"l'aspect populaire"* dans le pouvoir d'État.

Même lorsque les dirigeants du Parti ont assumé certaines fonctions dans le gouvernement, tant dans l'administration centrale que dans l'administration régionale, cela ne pouvait être interprété comme un changement qualitatif dans le pouvoir d'État de l'aspect de bourgeoisie nationale à l'aspect populaire. Et ce parce que les forces communes de la bourgeoisie nationale et du prolétariat étaient dirigées non par le prolétariat, mais par la bourgeoisie nationale. La position des dirigeants du Parti dans le gouvernement qui ne leur donnait aucun pouvoir réel, était accordée comme concession politique de la part de la bourgeoisie nationale qui avait besoin du soutien du peuple dans ses contradictions avec la bourgeoisie compradore et, jusqu'à un certain point, également avec les impérialistes.

Avec le soutien des masses populaires dirigées par le PKI, la bourgeoisie nationale pouvait, dans certaines limites, miner les positions de la bourgeoisie compradore dans le pouvoir d'État. Ceci ressort d'une série de mesures prises par le gouvernement, telles que l'abrogation du Traité de la Conférence de la Table ronde, la libération de l'Irian occidental (West-Irian), la promulgation de la loi agraire fondamentale et de la loi sur le partage des récoltes, la liquidation des forces armées des contre-révolutionnaires, comprenant le Darul Islam et le *"PRRI-Permesta"*, l'acceptation du Manifeste politique, la Déclaration économique, la politique étrangère anti-impérialiste, etc.

La direction du Parti, qui se roulait dans la fange de l'opportunisme, surestima beaucoup trop ces développements et proclama que *"l'aspect populaire était devenu l'aspect principal et avait pris l'hégémonie dans le pouvoir d'État de la République"*. C'était comme si le peuple indonésien approchait de la naissance du pouvoir populaire. Et depuis qu'ils considéraient la bourgeoisie nationale dans le pouvoir d'État comme étant réellement *"l'aspect populaire"*, les dirigeants du Parti avaient fait n'importe quoi pour défendre et développer cet *"aspect populaire"*. La direction du Parti se confondait tout à fait avec les intérêts de la bourgeoisie nationale.

Il est clair que la direction du parti a appliqué de manière subjective la théorie de la contradiction dans le pouvoir d'État. De plus, en considérant la bourgeoisie nationale comme *"l'aspect populaire"* dans le pouvoir d'État de la République et le président Sukarno comme le dirigeant de cet aspect, la direction du Parti reconnut faussement que la bourgeoisie nationale était capable de diriger la révolution démocratique de type nouveau. Ceci est contraire aux lois historiques et aux faits historiques.

La direction du Parti déclara que *"la théorie des deux aspects"* était totalement différente de la théorie de *"réformes de structures"* développé par la direction du Parti communiste (révisionniste NdLR) italien. (La direction du PCI affirme que la dictature du prolétariat, en Italie, peut être établie, non par une révolution prolétarienne détruisant la machine d'État bourgeois, mais par des réformes graduelles de la structure de l'État en faisant usage de la Constitution italienne et par la voie parlementaire). Cependant, le fait est que, tant sur le plan théorique que sur la base des réalités pratiques, il n'y a pas de différence entre les deux théories. Toutes deux ont pour point de départ la *"voie pacifique"* vers le socialisme. Toutes deux rêvent d'une transformation par étapes dans le rapport interne des forces dans le pouvoir d'État. Toutes deux rejettent la voie de la révolution et toutes deux sont révisionnistes dans l'âme.

La *"théorie des deux aspects"* anti-révolutionnaire est exposée ouvertement dans l'affirmation que *"la lutte du PKI en ce qui concerne le pouvoir d'État est de promouvoir l'aspect pro-populaire afin de le rendre plus grand et de le rendre dominant, et les forces anti-populaires peuvent être chassées du pouvoir d'État"* (D. N. Aidit, *Levons haut le drapeau de la révolution*).

La direction du Parti avait même trouvé un nom pour désigner cette voie anti-révolutionnaire: elle appelait cela la voie de *"la révolution d'en haut jusqu'en bas"*. Par *"révolution d'en haut"*, elle entendait que le PKI *"doit encourager le pouvoir d'État à faire des pas révolutionnaires dans le but de faire les changements voulus dans le personnel des organismes d'État"*. Et par *"révolution d'en bas"*, elle entendait que le PKI *"doit éveiller, organiser et mobiliser le peuple pour réaliser les mêmes changements"*. (D. N. Aidit, *Levons haut le drapeau de la révolution*.)

Voilà, en effet, une illusion extraordinaire! Le fait suivant n'avait donc rien appris à la direction du Parti: 8 ans après l'avoir annoncée, l'idée du président Sukarno de former un gouvernement de coopération (l'ancien type de gouvernement de coalition nationale), n'avait toujours pas été mise en pratique. Il n'y avait même pas le moindre signe permettant de croire qu'elle le serait jamais, malgré l'insistance avec laquelle on la réclamait. Sans parler d'un changement dans le pouvoir d'État.

Il est vrai que Lénine a un jour parlé des possibilités d'“*actions d'en haut*”, c'est-à-dire quand il y avait la possibilité de prendre part au gouvernement révolutionnaire provisoire, à la veille de la révolution russe de 1905. À ce moment, la période de soulèvements politiques et de révolution était entamée. S'il n'y avait pas la possibilité d'agir d'en haut, selon Lénine, une pression doit être exercée d'en bas, et dans ce but le prolétariat doit être armé. Il y avait manifestement une grande différence entre la situation décrite par Lénine, où existaient les conditions pour la possibilité d'“*action d'en haut*” aussi bien que les conditions pour des “*actions d'en bas*”, et la situation, les conditions existant en Indonésie “*pour une révolution d'en haut et d'en bas*” voulue par la direction du Parti. Dans le premier cas, il s'agit d'une situation révolutionnaire, dans le deuxième de conditions relativement pacifiques. De plus, dans ce dernier cas, l'idée est avancée dans une optique opportuniste.

La théorie des deux aspects est semblable à la déviation faite par Kautsky de la doctrine marxiste sur l'État. En théorie, Kautsky ne niait pas que l'État est un organe de domination de classe. Mais il perdait de vue et passait sous silence que “*la libération de la classe opprimée est impossible, non seulement sans révolution violente, mais aussi sans la destruction de l'appareil d'État créé par la classe dominante...*” (Lénine, *L'État et la révolution*).

Pour se laver de la fange de l'opportunisme, notre Parti doit écarter cette “*théorie des deux aspects dans le pouvoir d'État*” et rétablir l'enseignement marxiste-léniniste sur l'État et la révolution.

L'une des erreurs graves critiquées dans la résolution sur “*La nouvelle voie*” était d'avoir négligé la recherche d'un front uni national durant la révolution d'août 1945. Les communistes ont négligé l'établissement du front uni national comme arme dans la révolution nationale contre l'impérialisme. (Voir *La nouvelle voie pour la République d'Indonésie*, Résolution du Bureau politique du Comité central du PKI, août 1948.)

Après 1951, la question de l'établissement du front uni national fut considérée comme une des tâches les plus importantes du Parti. Le Ve Congrès national du PKI alla même plus loin en décidant que la constitution d'un front uni national était la tâche primordiale et urgente du Parti. Cette ligne fut maintenue par le VIe Congrès national du Parti et par après. Le front uni national était mis en tête de la “*Ligne générale*” du Parti et devint le premier des trois drapeaux du Parti. Tout cela montre comment la direction du Parti considérait le front national. Après l'avoir négligé dans la deuxième moitié des années 40, ils tombèrent dans une autre extrémité en considérant le front uni national comme le problème n° 1.

Le Ve Congrès national du Parti avait résolu théoriquement pour l'essentiel le problème du front uni national. Il établit que l'alliance des ouvriers et des paysans constituait la base du front uni national. En ce qui concerne la bourgeoisie nationale, on avait tiré la leçon, sur la base de l'expérience acquise au cours de la révolution d'août, que cette classe est de caractère instable. Dans une situation donnée, la bourgeoisie nationale a pris part à la révolution et l'a soutenue, alors que dans une situation différente, elle a marché dans les pas de la bourgeoisie compradore pour attaquer les forces motrices de la révolution et elle a trahi la révolution (comme le montrent son activité pendant la Provocation de Madiun et le fait qu'elle a approuvé le Traité de la conférence de la Table ronde).

Se basant sur ce caractère instable de la bourgeoisie nationale, le Ve Congrès national du Parti a formulé l'attitude à prendre par le PKI, à savoir, faire des efforts constants pour gagner la bourgeoisie nationale aux côtés de la révolution, tout en prenant garde qu'elle pouvait trahir la

révolution. Le PKI doit suivre la politique d'unité et de lutte à l'égard de la bourgeoisie nationale.

Néanmoins, puisque l'idéologie du subjectivisme dans le Parti, en particulier parmi la direction du Parti, n'avait jamais été éliminée, le Parti s'enfonçait dans des erreurs toujours plus graves, à tel point qu'il perdit son indépendance dans le front uni avec la bourgeoisie nationale. Cette erreur a entraîné une situation telle que le Parti et le prolétariat furent placés sous la dépendance de la bourgeoisie nationale.

Le processus d'évolution des erreurs dans la réalisation du front uni national peut être brièvement retracé comme suit:

Au cours du travail de reconstitution du Parti en 1951, des efforts furent simultanément accomplis pour gagner la bourgeoisie nationale aux côtés du peuple. En utilisant les contradictions, les contradictions entre la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie compradore, le Parti réussit à gagner progressivement la bourgeoisie nationale aux côtés du peuple. Ce processus avait démarré au cours de la lutte contre l'attaque d'août déclenchée par le gouvernement Sukiman et pour le remplacement de ce gouvernement. Cette lutte fut victorieuse et le cabinet Wilopo fut formé. À ce moment et dans les années suivantes, le Parti restait faible et l'alliance des ouvriers et de paysans n'était pas encore établie. Ainsi, le front uni avec la bourgeoisie nationale n'a-t-il pas été formé et n'a-t-il pas grandi sur des fondations solides, à savoir, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière.

La direction du Parti apprécia énormément l'établissement du front uni avec la bourgeoisie nationale et considéra que celle-ci "*ouvrait des possibilités pour le développement et la construction du Parti et pour la réalisation des tâches immédiates du Parti, c'est-à-dire la formation de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie contre le féodalisme*" (D. N. Aidit, *Leçon de l'histoire du PKI*, discours lors du 40ème anniversaire de la fondation du PKI). Cette appréciation entraîna la conclusion que la recherche du front uni national était la première et la plus urgente des tâches du PKI. Cette formulation indiquait clairement que par front uni national, la direction du Parti désignait en premier lieu et avant tout le front uni avec la bourgeoisie nationale.

Alors qu'une alliance solide de la classe ouvrière et de la paysannerie n'avait pas encore été formée, pourquoi le front uni avec la bourgeoisie nationale pouvait-il être maintenu? Il y avait à cela deux raisons. Premièrement, parce que la bourgeoisie nationale, dans ses contradictions avec la bourgeoisie compradore, avait besoin du soutien de la classe ouvrière. Deuxièmement, parce que le parti donnait le soutien nécessaire sans éveiller chez la bourgeoisie nationale l'appréhension que sa position était en quelque manière menacée.

La formation du front uni avec la bourgeoisie nationale aboutit à la formation de ces gouvernements qui, jusqu'à un certain point, poursuivirent une politique anti-impérialiste et accordèrent une certaine liberté d'action au PKI et aux organisations de masse révolutionnaires. Il ne fait pas de doute que cette situation était plutôt favorable au travail de renforcement du Parti, en particulier à la campagne, en vue d'établir l'alliance ouvriers-paysans. De plus, la formulation du programme agraire révolutionnaire fournit le préalable politique nécessaire pour souder l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Cependant, au cours de la coopération avec la bourgeoisie nationale, les faiblesses idéologiques dans le Parti ont augmenté et furent influencées par l'idéologie bourgeoise au travers de cette coopération. La croissance des faiblesses idéologiques dans le Parti a progressivement privé le Parti de son indépendance dans le front uni avec la bourgeoisie nationale. Le Parti a fait trop de concessions à la bourgeoisie nationale et a perdu son rôle indépendant de direction.

L'évaluation du rôle de Sukarno et l'attitude de la direction du Parti à son égard constituent une manifestation de cette perte d'indépendance dans le front uni avec la bourgeoisie nationale. La direction du Parti n'a pas adopté une attitude indépendante envers Sukarno. Elle avait toujours évité tout conflit avec Sukarno et, au contraire, elle avait largement sous-estimé les conséquences et les possibilités d'unité entre le Parti et Sukarno. Le public voyait qu'il n'y avait aucune mesure politique qui n'ait été soutenue par le Parti. La direction du Parti est allée jusqu'à accepter, sans la

moindre lutte, de reconnaître Sukarno comme *“le grand dirigeant de la révolution”* et le dirigeant de *“l’aspect populaire”* dans le pouvoir d’État de la République. Dans de nombreux articles et discours, les dirigeants du Parti ont souvent dit que la lutte du PKI était basée non seulement sur le marxisme-léninisme mais également sur les *“enseignements de Sukarno”*, que si le PKI réalisait des progrès aussi rapides, c’est qu’il mettait en pratique l’idée de Sukarno sur l’unité du Nasakom, etc. On alla même jusqu’à dire que le système de démocratie populaire en Indonésie était conforme aux principales idées de Sukarno exprimées dans ses discours, *La naissance de Pantjasila* (voir D. N. Aidit, *Rapport à la IVe session plénière du Comité central du Ve Congrès national*). La direction du Parti n’a donc pas appris à la classe ouvrière et à l’ensemble du peuple travailleur que la direction de la révolution doit être aux mains du prolétariat et de son Parti, le PKI.

La direction du PKI s’est vantée que la naissance du Manifeste politique signifiait que la lutte persistante du peuple indonésien dirigée par le PKI avait réussi à amener les larges masses à reconnaître la justesse du programme du PKI, de telle façon qu’*“accomplir de manière conséquente le Manifeste politique, c’est la même chose que d’accomplir le programme du PKI”* (D. N. Aidit, *Levons haut le drapeau de la Révolution*).

La formulation d’un programme commun pour le front uni est en effet une bonne chose, et, en ce sens, la naissance du Manifeste politique, également, fut une bonne chose, parce que jusqu’à un certain point, cela pouvait servir à unir les pensées des différentes classes et groupes anti-impérialistes, concernant certains points des problèmes de la révolution indonésienne. Cependant, il n’est pas vrai que la naissance du Manifeste politique et son élaboration ultérieure signifiaient que les larges masses avaient reconnu la justesse du programme du PKI. Parce que seules certaines parties du programme du Parti étaient communes avec le Manifeste politique.

Les communistes ne doivent pas être naïfs et considérer que d’autres classes qui n’appartiennent aux forces motrices de la révolution puissent aisément accepter le programme du PKI. Ils acceptèrent uniquement les points du programme tactique du Parti qui ne portaient pas préjudice à leurs propres intérêts. Tandis que les points contraires à leurs intérêts, tels que ceux sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière, sur la réforme agraire révolutionnaire, etc., étaient rejetés par eux.

Quant aux parties du programme du Parti qu’ils ratifiaient, il n’y avait pas de garantie qu’elles soient accomplies. En attendant, les réactionnaires qui occupaient une position dominante dans le pouvoir d’État, ont accepté hypocritement le Manifeste politique, dans un effort pour se mettre en position dominante. C’est pourquoi, aussi conséquente que soit l’application du Manifeste politique, celui-ci ne peut jamais être le même que le programme du PKI. Par conséquent, dire qu’accomplir le programme du Manifeste Politique en revenait à accomplir le Programme du PKI, cela pouvait uniquement signifier que c’était non le programme du PKI qui était accepté par la bourgeoisie, mais que c’était au contraire le programme de la bourgeoisie nationale qui était accepté par le PKI, et qu’il devait remplacer le programme du PKI.

L’abandon des principes dans le front uni avec la bourgeoisie nationale s’était même développé plus loin dans la prétendue *“Ligne générale de la révolution indonésienne”* qui était formulée de la façon suivante: *“Avec le front national ayant les ouvriers et les paysans pour piliers, le Nasakom pour coeur, et le Pantjasila pour base idéologique, pour accomplir la révolution démocratique nationale en vue d’avancer vers le socialisme indonésien.”* (D. N. Aidit, *Rapport à la 4e session plénière du Comité central du Ve Congrès*, mai 1965). Cette prétendue *“Ligne générale de la révolution indonésienne”* n’avait même pas la moindre réminiscence de révolution. Des trois conditions préalables pour gagner la révolution, à savoir, un puissant parti marxiste-léniniste, une lutte armée populaire sous la direction du Parti, et un front uni, seul le front uni était retenu. Même alors, il ne s’agissait pas d’un front uni révolutionnaire, parce qu’il n’était pas dirigé par la classe ouvrière, pas plus qu’il n’était basé sur l’alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière, mais qu’il était au contraire basé sur le Nasakom. On y affirmait que *“sans le Nasakom pour centre, le front uni national sera comme une roue sans axe, absolument incapable de tourner”* (D. N. Aidit, *Rapport général au VIIe Congrès national (extraordinaire) du PKI*, 1962.)

La direction du Parti a dit que "*le slogan de coopération nationale avec le Nasakom pour centre ne pourra en aucun cas obscurcir le contenu de classe du front uni national*" (D. N. Aidit, *Levons haut le drapeau de la révolution*). Cette formulation est incorrecte, parce qu'ignorant le rôle du parti de la classe ouvrière, des autres partis politiques dans le Nasakom, représentant principalement les intérêts de la bourgeoisie nationale, les compradores, les capitalistes bureaucrates et les propriétaires fonciers. Depuis l'interdiction de partis compradores, tels le Masyumi et le PSI, les compradores et les propriétaires fonciers ont toujours cherché à se faire admettre dans d'autres partis politiques et organisations de tendance nationaliste ou religieuse.

Donc, le contenu de classe du Nasakom était la classe ouvrière, la bourgeoisie nationale et même des éléments compradores, capitalistes, bureaucrates et propriétaires fonciers. Manifestement, mettre le Nasakom au centre signifiait non seulement obscurcir le contenu de classe du front uni national, mais encore changer radicalement la signification du front uni national en lui donnant le sens d'une alliance de la classe ouvrière avec toutes les autres classes du pays, y compris les classes réactionnaires, en lui donnant le sens d'une collaboration de classes.

Cette erreur doit être corrigée. Le Parti doit jeter à la poubelle la "*ligne générale de la révolution indonésienne*" erronée et en revenir à la conception correcte d'un front uni national révolutionnaire, basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans sous la direction de la classe ouvrière.

L'abandon des principes dans le front uni avec la bourgeoisie nationale était également le résultat de l'incapacité du Parti à faire une analyse juste et correcte de la situation concrète. Dans l'article *La société indonésienne et la révolution indonésienne* (adopté par la 5e session plénière du Comité central du Ve Congrès national en juillet 1957, en tant que texte pour les écoles du Parti), il est dit que renverser l'impérialisme était la première des deux tâches urgentes, le renversement de l'impérialisme et la liquidation des vestiges du féodalisme. On retrouve diverses variations de ce thème dans d'autres documents du Parti, telles que "*le fer de lance doit aujourd'hui être dirigé contre l'ennemi principal, l'impérialisme*" (D. N. Aidit, *Discours à la Première Conférence nationale du Parti sur le travail parmi les paysans*), ou encore "*Actuellement, la principale contradiction en Indonésie est celle entre le peuple indonésien d'une part, et les impérialistes d'autre part*" (D. N. Aidit, *Levons haut le drapeau de la révolution*). De telles vues énoncées sur la situation concrète ont produit un mot d'ordre comme "subordonner les intérêts de classe aux intérêts nationaux" (D. N. Aidit, Rapport à la 2e session plénière du Comité central du VIe Congrès.) C'était là une copie dogmatique du mot d'ordre correct du Parti Communiste Chinois mis en avant pour la mobilisation de la résistance contre l'agression des impérialistes japonais.

Cette erreur a rendu impossible pour le Parti d'édifier une puissante et ferme alliance entre les ouvriers et les paysans, en dépit de l'influence étendue du Parti dans les zones rurales. Parce que, sous le mot d'ordre erroné "*vaincre l'impérialisme constitue la tâche primordiale*", toutes les contradictions parmi les classes à l'intérieur du pays, y compris les contradictions entre les propriétaires fonciers et les paysans devaient être subordonnées à "*la contradiction principale ... la contradiction entre le peuple indonésien et les impérialistes*".

Depuis l'échec de la révolution d'août 1945, sauf en Irian occidental, les impérialistes n'ont jamais détenu un pouvoir politique direct en Indonésie. En Indonésie, le pouvoir politique était aux mains des compradores et des propriétaires fonciers qui représentaient les intérêts de l'impérialisme et les vestiges du féodalisme. De plus, il n'y avait aucune agression impérialiste contre l'Indonésie. La tâche primordiale de la révolution indonésienne à l'époque actuelle est de renverser la domination des classes réactionnaires à l'intérieur du pays, classes qui représentent également les intérêts des impérialistes, en particulier de l'impérialisme américain. Ce n'est qu'en remplissant cette tâche que peut être accomplie la véritable liquidation de l'impérialisme et des vestiges du féodalisme.

Corriger les erreurs faites par le Parti dans le front uni avec la bourgeoisie nationale, ne signifie pas que le Parti ne doit pas s'unir avec cette classe. Aussi longtemps que la structure économique de l'Indonésie reste coloniale et semi-féodale dans sa nature, il y aura toujours certaines couches

de la classe bourgeoise qui souffriront de l'oppression exercée par l'impérialisme et des vestiges du féodalisme. Ces couches de la classe bourgeoise constituent la bourgeoisie nationale qui, jusqu'à un certain point, s'oppose à l'impérialisme et aux vestiges du féodalisme. Sur la base de l'alliance ouvriers-paysans sous la direction de la classe ouvrière, notre Parti doit travailler à gagner la classe de la bourgeoisie nationale aux cotés de la révolution.

*

Telles furent les principales erreurs de l'opportunisme de droite dans le domaine politique commises par le PKI qui avaient évolué en révisionnisme et atteint leur apogée à la veille des événements du 30 septembre. Lorsque la déviation de droite fut devenue générale et complète une autre tendance totalement opposée émergea à savoir, une tendance *"gauchiste"*. Celle-ci s'est manifestée par une surestimation de la puissance du Parti, de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple travailleur, l'appréciation exagérée des résultats de la lutte populaire et la sous-estimation de la puissance des réactionnaires.

La situation politique dans le pays à l'époque commençait en effet à révéler l'existence de tensions. Des victoires politiques venaient couronner les actions déclenchées par le peuple, confirmant le boycott des films américains, l'expulsion du *"Corps de la paix américain"*, la fermeture de l'association cinématographique américaine en Indonésie, et l'expulsion de son directeur, Bill Palmer, le rejet du réactionnaire *"Manifeste culturel"*, la reprise des entreprises britanniques, la dissolution du prétendu *"Corps pour la promotion du Sukarnoïsme"* et le parti Murba, les actions contre l'agression américaine au Vietnam, etc. De telles actions jouissaient d'un soutien populaire de plus en plus large. Dans certains districts, les paysans entonnèrent des actions spontanées pour faire triompher leurs revendications de réduction des fermages. En réaction contre les succès de la lutte populaire, les réactionnaires de l'intérieur, en collusion avec les impérialistes américains, intensifièrent également leurs activités, montant des provocations contre les ouvriers et les paysans, répandant de faux documents, etc.

La *"Thèse sur les 45 ans du PKI"* proclame d'une part que *"non seulement les capitalistes bureaucrates aggravent les conditions économiques actuelles en Indonésie, mais ils tentent également de prendre le pouvoir par un coup d'État"*. D'autre part, elle affirme que *"la résistance croissante du peuple indonésien contre l'impérialisme, le féodalisme et les forces contre-révolutionnaires dans le pays, montre qu'il se développe aujourd'hui dans notre pays une situation révolutionnaire sans cesse croissante et arrivant à maturation"*.

Selon Lénine, il y a situation révolutionnaire ou période révolutionnaire *"lorsque l'ancienne superstructure craque de toutes parts, lorsque l'action politique ouverte des classes et masses en train de créer pour elles-mêmes une nouvelle superstructure, est devenue un fait..."* (Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*). En comparaison avec ce que Lénine a dit, la situation politique en Indonésie à l'époque, même compte tenu de la reprise des entreprises britanniques et des manifestations anti-impérialistes et contre les capitalistes bureaucrates qui se succédaient à un rythme accéléré dans la capitale et dans les autres grandes villes, ne pouvait pas encore être considérée comme ayant atteint le stade d'une situation révolutionnaire, sans parler d'une *"situation révolutionnaire sans cesse croissante et arrivant à maturation"*. Les revendications apparues au cours des actions qui atteignirent leur point culminant dans les manifestations n'étaient essentiellement encore toujours que l'ossature de réformes ou de revendications partielles. Entre-temps, l'action entreprise par les paysans, force principale de la révolution indonésienne, n'avaient pas encore atteint un stade très élevé ni fort étendu.

Les milliers d'actions par jour dans les zones rurales dont on se targuait n'étaient qu'illusoirs, parce que des actions telles que l'envoi de pétitions écrites, la réparation des canaux d'irrigation, etc., étaient comptées comme actions paysannes.

Les véritables actions dirigées directement contre les propriétaires fonciers indigènes n'étaient ni nombreuses, ni étendues.

L'aboutissement sur *"la situation révolutionnaire devenant de plus en plus mûre"* n'est rien d'autre que le résultat d'une méthode de pensée qui prenait ses désirs subjectifs, ses sentiments et son

imagination pour la réalité. Les dirigeants du Parti avaient peur de voir des réalités qui différaient de leurs désirs subjectifs. Les dirigeants du Parti étaient mécontents lorsque les comités régionaux ou d'autres organisations du Parti rapportaient que le degré de développement des actions de masses était encore bien inférieur aux conclusions tirées.

Conséquence de cela, pour satisfaire les désirs subjectifs de la direction du Parti, on surestima les actions de masses, en particulier les actions paysannes.

La direction du Parti essaya d'avancer que la situation révolutionnaire de plus en plus mûre "*allait devenir*" une révolution. Cette idée fut soulignée par la résolution du Bureau politique du Comité central du PKI du 17 août 1965.

La résolution appelait les communistes à intensifier leur travail pour "faire progresser la situation révolutionnaire actuelle vers son point culminant", de sorte que le peuple puisse "obtenir des victoires non seulement toujours plus grandes, mais encore des victoires fondamentales". C'était là l'apogée de l'autre erreur, l'erreur "*gauchiste*", qui entraîna la direction du Parti vers l'aventurisme qui fut la cause d'un tel désastre pour le Parti et le mouvement révolutionnaire en général.

Les principales erreurs sur le plan de l'organisation

La ligne politique erronée qui a dominé dans le Parti fut inévitablement suivie d'une ligne organisationnelle tout aussi erronée. Plus longtemps et plus fortement la ligne politique fautive domina dans le Parti, d'autant plus graves furent les erreurs sur le plan organisationnel, et les pertes qu'elles entraînèrent. L'opportunisme de droite qui constituait la ligne politique fautive du Parti dans la période après 1951, avait été suivi d'une autre déviation de droite sur le plan organisationnel, à savoir le libéralisme et le légalisme.

La ligne du libéralisme sur le plan de l'organisation se manifeste par une tendance à faire du PKI un parti comptant le plus grand nombre possible de manifestants, parti à organisation lâche, appelé parti de masse. Le problème de savoir si un Parti communiste doit avoir le plus de membres possible (Parti de masse), ou pas trop de membres mais d'un haut niveau (Parti de cadres), est un problème qui se pose aux partis communistes de plusieurs pays. Au début, le PKI voulut devenir un parti de masse, en appliquant le plan d'étendre le recrutement et l'organisation. Mais au cours des dernières années, il était déclaré que le PKI était à la fois un parti de masse et un parti de cadres. Par parti de masse, on entendait un nombre de membres élevé et une large et profonde influence parmi les masses. Par parti de cadres, on entendait un parti dont les membres étaient armés du marxisme-léninisme et constituant les éléments dirigeants les plus actifs parmi les masses.

Lénine et Staline ont clairement expliqué comment un parti marxiste-léniniste devait être organisé et quelles devaient en être les caractéristiques. Le PKI a adopté l'essence des caractéristiques d'un parti marxiste-léniniste en établissant dans ses statuts que "*le PKI constitue le détachement avancé et la plus haute forme d'organisation de classe du prolétariat indonésien*".

En fait, savoir si un parti communiste (marxiste-léniniste) doit devenir un parti de cadres ou un parti de masses, ne devrait pas être un sujet de contestations. Les deux notions sont comprises dans les caractéristiques d'un Parti, et leur essence est également spécifiée dans les statuts du PKI. Le rôle du Parti, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, ne peut être accompli que si, d'une part, il constitue le détachement avancé de l'ensemble de la classe ouvrière, et que, d'autre part, il ne se trouve pas isolé de l'ensemble des rangs de la classe ouvrière.

Staline a expliqué ce que signifie le rôle d'avant-garde du parti dans les termes suivants: "*Le Parti doit absorber tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière, leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur abnégation à la cause du prolétariat. Mais pour être vraiment un détachement avancé, le Parti doit être armé de la théorie révolutionnaire, de la connaissance des lois du mouvement, de la révolution. Sans cela, il sera incapable de diriger la lutte du prolétariat, de guider le prolétariat... Le Parti doit se trouver à la tête de la classe ouvrière; il doit guider le prolétariat et non traîner à la queue du mouvement spontané.*" (J. V. Staline, *Problèmes du Léninisme*.)

Ces phrases de Staline délimitent clairement les conditions qu'un parti marxiste-léniniste doit remplir pour remplir le rôle de parti d'avant-garde de la classe ouvrière. De plus, ces conditions montrent clairement qu'un membre du Parti n'est pas simplement n'importe quel ouvrier, pas même un simple révolutionnaire; il est un des meilleurs éléments de la classe ouvrière, armé de la théorie du marxisme-léninisme. N'importe quel membre de la classe ouvrière ne remplit pas les conditions pour devenir membre du Parti. En ce sens, un parti marxiste-léniniste est un parti de cadres.

Staline a également expliqué que *"le Parti ne peut pas seulement être un détachement avancé. Il doit être en même temps un détachement de classe, une partie de la classe ouvrière, être étroitement lié à elle par toutes les fibres de son être. La distinction entre le détachement avancé et l'ensemble de la classe ouvrière, entre membres du Parti et les non-membres ne peut disparaître avant que disparaissent les classes... Mais le Parti cesserait d'être un parti si cette distinction devenait une séparation, si le Parti se repliait sur lui-même, et s'isolait des masses non-membres du Parti. Le Parti ne peut guider la classe ouvrière s'il n'est pas lié aux masses de non-membres, s'il n'y a pas de liens entre le Parti et les masses de non-membres du Parti, si ces masses n'acceptent pas sa direction."* (Staline, *Problèmes du Léninisme*.)

Les explications de Staline montrent la nécessité pour un parti marxiste-léniniste d'avoir un caractère de masse. Parce que le Parti ne pourra remplir son rôle de détachement avancé que s'il est indissolublement lié aux masses des non membres du Parti et s'il est soutenu par elles. Le Parti gagnera la confiance des masses s'il est capable d'adopter une attitude juste envers le peuple et de le guider de manière juste, et s'il est capable de détendre les intérêts du peuple dans tous les domaines, en premier lieu et par dessus tout dans le domaine politique.

Il est clair à présent que le caractère de masse du Parti ou la caractéristique de Parti de masse n'est pas déterminée essentiellement par le nombre élevé des membres, mais avant tout par les liens étroits qui le rattachent aux masses, par la ligne politique du Parti défendant les intérêts des masses, ou en d'autres termes par l'implantation de la ligne de masse du Parti. Et la ligne de masse du Parti ne peut être maintenue que si les conditions préliminaires au rôle d'avant-garde du Parti restent fermement maintenues, si les membres du Parti sont parmi les meilleurs éléments du prolétariat, armés du marxisme-léninisme. Par conséquent, il est impossible de construire un Parti marxiste-léniniste à caractère de masse sans accorder une importance primordiale à l'éducation marxiste-léniniste.

Au cours de ces toutes dernières années, le PKI avait élaboré une ligne d'édification du Parti qui déviait des principes du marxisme-léninisme dans le domaine de l'organisation. Après le succès de plans à court terme pour étendre le nombre de membres et développer l'organisation, le Parti avait élaboré successivement le 1er plan triennal (Organisation et Éducation), et le 2e plan triennal (Éducation et organisation), et entamait le plan quadriennal (culture, idéologie et organisation). En menant à bien les plans à court terme, le 1er et le 2e plan triennal, le PKI s'était étendu aux quatre coins du pays, à toutes les îles et parmi tous les groupes ethniques de l'Indonésie, avec plus de trois millions de membres. C'était là une grande réalisation.

Mais en même temps, le libéralisme s'étendait dans le Parti. Même si le second plan triennal mettait expressément l'accent sur l'éducation idéologique, en pratique, cependant, l'expansion du nombre de membres et de l'organisation avait toujours été exagérée. Le plan pour le recrutement de nouveaux membres était élaboré sans tenir aucun compte des possibilités pour l'organisation de s'occuper de l'éducation des nouveaux membres. Depuis que les organisations du Parti concentraient leurs efforts uniquement sur la manière d'atteindre les chiffres fixés comme objectif du plan, le recrutement de nouveaux membres était fait en violation des conditions fixées dans les statuts du Parti. L'organisation du PKI avait été à ce point relâchée que pratiquement tous ceux qui exprimaient leur accord avec le programme du Parti, pouvaient être acceptés comme membres. Il n'y avait plus moyen de distinguer un membre du Parti d'un membre d'une organisation de masse dirigée par le Parti. Les conditions pour être membre du détachement avancé de la classe ouvrière étaient également ignorés.

Ce libéralisme dans le recrutement des membres du Parti ne peut être séparé de la ligne politique de la *“voie pacifique”*. Le grand nombre de membres avait pour but d'accroître l'influence du Parti dans le front uni de la bourgeoisie nationale. L'idée était de réaliser un changement progressif dans le rapport des forces qui devait permettre de défaire totalement les forces réactionnaires grâce à un Parti devenant de plus en plus grand, joint à la politique d'unité avec la bourgeoisie nationale. Les intérêts de la *“voie pacifique”* se reflétaient encore plus dans le domaine de l'organisation par la formulation du plan quadriennal du Parti.

Dans ce plan, l'accent n'était plus mis sur l'éducation et la formation des cadres marxistes-léninistes pour qu'ils se préparent à la révolution, pour le travail parmi les paysans afin d'établir des bases révolutionnaires, mais sur l'éducation des intellectuels pour qu'ils répondent aux besoins du travail dans le front uni avec la bourgeoisie nationale et pour fournir des cadres aux différents postes des institutions de l'État, obtenus grâce à la coopération avec la bourgeoisie nationale. À la lumière de cette politique, le mot d'ordre d'*“intégration totale aux paysans”* avait perdu toute signification. Dans la pratique, on transplantait des cadres de la campagne dans les villes, des régions dans le centre, au lieu d'envoyer les meilleurs cadres pour travailler dans les zones rurales.

Dans le but d'accroître le prestige du PKI aux yeux de la bourgeoisie, et de le faire respecter en tant que parti d'intellectuels, le plan quadriennal stipulait que tous les cadres de rang élevé devaient obtenir une formation universitaire, les cadres moyens une formation moyenne du degré moyen supérieur et les plus petits cadres une éducation moyenne du degré inférieur. C'est dans ce but que le Parti avait mis sur pied un grand nombre d'universités, d'écoles et de cours. L'intellectualisme qui s'était emparé de la direction du Parti, était à ce point enraciné, que tous les dirigeants du Parti et toutes les figures connues des mouvements populaires étaient obligés d'écrire quatre thèses en vue d'obtenir le titre des *“hommes de science marxistes”*.

Plus le Parti s'enfonçait dans la fange de l'opportunisme, plus grand était son manque de vigilance organisationnelle, et plus le légalisme s'étendait dans l'organisation. La direction avait perdu sa prévention de classe à l'égard de la tromperie et de la démocratie bourgeoise. Toutes les activités du parti faisaient ressortir la *“voie pacifique”* comme une certitude inévitable. La direction du Parti n'a pas éveillé la vigilance de la masse des membres du Parti envers le danger d'être attaqué par les réactionnaires qui restaient constamment à l'affût d'une occasion pour frapper. C'est à cause de ce légalisme dans le domaine organisationnel que la contre-révolution a réussi en un bref laps de temps à paralyser le PKI sur le plan de l'organisation.

Le libéralisme dans l'organisation avait détruit le principe de la démocratie interne dans le Parti, il avait détruit la direction collective et donné naissance à la direction et à la domination d'une personne, à l'autonomie qui créait un terrain fertile au développement du culte de la personnalité. Le centralisme démocratique, une démocratie centralisée qui doit être exercée sur la base de la ligne de masse et qui doit lier la direction aux masses, n'était plus pratiquée, et était remplacée par l'autoritarisme basé sur les désirs subjectifs et les intérêts subjectifs de la direction. Formellement, les principes de démocratie interne dans le Parti et ceux de direction collective n'étaient pas totalement écartés. Et pour la forme, toutes les décisions des organismes dirigeants étaient prises à l'unanimité. Mais en même temps, il n'était pas rare que des décisions étaient prises en dehors des organismes dirigeants compétents du Parti. Cette méthode erronée qui allait à l'encontre des principes du marxisme-léninisme, s'est manifestée à cause des facteurs suivants:

Premièrement, les erreurs dans le domaine organisationnel, en particulier celles concernant le style de travail qui donne à la direction du Parti le pouvoir de mettre sur pied leurs propres réseaux organisationnels, au-dessus du contrôle du Bureau politique et du Comité central. Ceci avait donné naissance à une situation telle que l'organisme dirigeant compétent du Parti, le Bureau politique, ne remplissait pas sa fonction propre et n'était pas non plus considéré comme le seul endroit propre à résoudre toutes les affaires du Parti et de la révolution. À travers ces réseaux autonomes, la direction du Parti était capable de prendre des mesures politiques et organisationnelles, y compris la disposition de cadres; et il n'était pas rare que le seul travail laissé au Bureau politique consistait à entériner les mesures prises par la direction, ou que le Bureau politique n'avait qu'une connaissance fragmentaire et superficielle des problèmes à discuter.

Deuxièmement, l'absence d'attitude critique envers la direction, qui existait au Bureau politique, au Comité central et dans les autres organisations du Parti. La tradition était établie que tout ce que la direction disait était d'office considéré comme juste et mis en pratique sans être au préalable analysé et discuté à fond. Cette absence d'esprit critique était due entre autres choses au bas niveau théorique, au fait que les cadres n'étaient pas armés de saines bases théoriques qui leur auraient permis de réfuter les vues de la direction quand ils les sentaient fausses. Au cours des dernières années, après que le Parti ait réorganisé le groupe de travail théorique, les dirigeants du Parti en général, s'étaient de plus en plus détachés des problèmes théoriques. Les théoriciens étaient pratiquement les seuls à prendre une part active aux discussions mettant en cause des problèmes théoriques. En plus de cela, il y avait aussi le manque de courage à exprimer un point de vue qui ne concordait pas avec la ligne suivie par la direction.

Troisièmement, la croyance qu'on mettait dans l'esprit des membres du Parti qui exagéraient l'existence d'une unité monolithique dans le Parti. Elle était fréquemment surestimée comme s'il n'existait plus du tout de différences d'opinion sur des questions de principe. Par conséquent, lorsqu'il existait en fait une divergence d'opinions avec la direction du Parti sur des questions de principe, elle apparaissait comme quelque chose d'anormal. Cette atmosphère faisait que les cadres du Parti répugnaient à expliquer librement et ouvertement leur opinion concernant la ligne suivie par la direction et qu'ils jugeaient fausse. En fait, il y avait un certain nombre de cadres qui n'étaient pas d'accord avec les lignes politique et organisationnelle opportunistes et révisionnistes suivies par la direction du Parti, quoiqu'il n'osaient manifester leurs vues ouvertement et librement dans les assemblées du Parti. De toute manière, les vues et les sentiments de ces cadres ne recevaient aucune réponse encourageante de la part de la direction. Le manque de liberté d'expression et de pensée des cadres était également influencé par la politique suivie par la direction dans la promotion des cadres qui était empreinte de favoritisme. D'un autre côté, dans une certaine mesure, certains cadres étaient délibérément isolés.

Alors que le libéralisme dominait la ligne organisationnelle du Parti, il était impossible de respecter le style de travail du Parti consistant à combiner la théorie et la pratique, de se lier étroitement aux masses et à faire preuve d'autocritique. Il était également impossible de respecter la méthode de direction dont l'essence est l'unité de la direction et des masses; pour la mener à bien, la direction doit donner l'exemple aux militants de base.

Ce qui se faisait en réalité, ce n'était pas l'intégration de la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution indonésienne, mais des tentatives de concilier l'enseignement du marxisme-léninisme et les vues de la bourgeoisie, de systématiser et de développer les vues et les théories de la bourgeoisie et, sous le mot d'ordre d'“*indonésiation du marxisme-léninisme*”, “*développements créateurs du marxisme-léninisme*” de faire la révision du marxisme-léninisme.

La ligne de se lier étroitement aux masses et d'unir la direction et les masses, ne peut être réalisée que si le Parti s'intègre de la manière la plus résolue aux masses populaires, en particulier aux ouvriers, ouvriers agricoles et paysans pauvres. Dans la mise en application de cette ligne, la direction doit donner l'exemple aux militants. Mais ce n'était pas le cas. De nombreux cadres du Parti, en particulier ceux de rang élevé, et plus précisément encore ceux qui possédaient certaines aptitudes à remplir un poste dans l'un ou l'autre service gouvernemental ou supra-gouvernemental, avaient atteint un niveau de vie incomparablement plus élevé que celui des ouvriers et des autres travailleurs. Ils jouissaient des mêmes facilités que les officiels de haut rang reconnus du gouvernement.

La tradition s'était même établie dans le Parti que les dirigeants du Parti et des organisations révolutionnaires de masses, à l'échelon central ou régional, devaient occuper une fonction officielle dans le gouvernement, en vue d'accroître leur prestige, afin de devenir non seulement des vedettes du Parti mais également des personnalités officielles, sur le plan national ou régional. Cette tradition amena de nombreux dirigeants du Parti et des organisations de masses, de

consacrer le meilleur de leurs activités au travail pour les organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux. Ceci les entraînait évidemment à négliger la vie du Parti, tant sur le plan idéologique qu'organisationnel.

Dans les régions, et particulièrement dans le centre, le genre de vie adopté par certains dirigeants du Parti n'était plus conforme au mode de vie des masses qui restaient dans la misère, mais s'apparentait au mode de vie de la bourgeoisie. Tout cela se faisait sous couvert de mots d'ordres insensés tels que "*agir en concordance avec la grandeur du Parti*", "*rehausser le prestige du Parti*", "*se débarrasser du style traditionnel*", etc. Certains dirigeants du Parti s'enlisèrent même dans le marais de la morale bourgeoise décadente et salirent la moralité communiste.

Dans ces conditions, comment s'intégrer aux masses les plus exploitées du peuple? Les appels à "*combattre la condescendance*", à "*être un bon et toujours meilleur communiste*", à "*créer une famille communiste*", etc., n'étaient qu'un écran de fumée pour cacher l'hypocrisie et la dégradation morale parmi la direction du Parti; c'était comme si seuls les cadres du Parti, sauf la direction, étaient capables de commettre des méfaits, de ne pas se conformer à la morale communiste. Tout en lançant ces appels, la direction du Parti continuait imperturbablement à mener un genre de vie bourgeois.

Lorsque les cadres des régions levaient les yeux vers le centre, au lieu d'y trouver des exemples de simplicité communiste, tant dans la vie du Parti que dans la vie privée, ils y trouvaient des exemples d'"*extravagance*", de "*modernisme*" et de "*grandeur*" tant dans la vie privée que dans la vie du Parti. La direction du Parti faisait la sourde oreille aux critiques honnêtes faites par certains camarades, et lançait des critiques telles que "*esprit rétrograde*", "*mauvaise volonté à profiter au maximum des facilités utiles dans l'intérêt du Parti et du peuple*", "*refus de rehausser le prestige du Parti*", etc.

De manière générale donc, la ligne politique fautive qui dominait dans le Parti avait pour conséquence une ligne fautive dans le domaine de l'organisation, ligne qui violait les principes d'un Parti marxiste-léniniste, détruisait les fondements organisationnels du Parti, à savoir le centralisme démocratique, et foulait aux pieds le style de travail et les méthodes de direction du Parti.

Pour édifier le PKI en Parti marxiste-léniniste, nous devons déraciner à fond le libéralisme dans le domaine organisationnel, ainsi que sa source idéologique, il faut reconstruire le PKI en Parti de type léniniste, un parti qui sera capable de remplir son rôle de détachement avancé et de former la plus haute organisation de classe du prolétariat indonésien, un parti ayant la mission historique de diriger les masses du peuple indonésien pour faire triompher la révolution anti-impérialiste, anti-féodale et anti-capitaliste bureaucratique, et de progresser vers le socialisme. Un tel parti doit remplir les conditions suivantes:

Idéologiquement, il est armé de la théorie du marxisme-léninisme, libre de tout subjectivisme, opportunisme et révisionnisme moderne;

Politiquement, il possède un programme correct comprenant un programme de réforme agraire révolutionnaire, il possède une compréhension approfondie des problèmes de la stratégie et de la tactique de la révolution indonésienne; il maîtrise la principale forme de lutte, à savoir la lutte armée des paysans sous la direction du prolétariat; il maîtrise également les autres formes de lutte, il est capable d'établir un front uni révolutionnaire de toutes les classes anti-impérialistes et anti-féodales, basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans sous la direction de la classe ouvrière;

Organisationnellement, il est puissant et a de profondes racines parmi les masses populaires, il se compose des membres les plus éprouvés, les plus expérimentés et les mieux forgés qui sont un exemple pour la réalisation des tâches nationales.

Actuellement, nous reconstruisons notre Parti sous le règne déchaîné de la plus cruelle et la plus féroce des terreur blanches contre-révolutionnaires. La légalité du Parti et les droits humains les plus élémentaires des communistes ont été allégrement violés. Le Parti se voit obligé de travailler dans l'illégalité la plus complète et la structure organisationnelle du Parti doit par conséquent être adaptée à ces conditions nouvelles. Tout en travaillant dans l'illégalité totale, le Parti doit être apte

à utiliser pleinement toutes les possibilités de mener des activités légales adaptées aux circonstances, de choisir des voies et des moyens acceptables par les masses, dans le but de mobiliser les masses pour la lutte et d'élever par après, le niveau de cette lutte.

Naturellement, dans une situation où le Parti doit travailler dans une complète illégalité, le centralisme démocratique, en particulier la démocratie interne, ne peut être pleinement appliquée dans le Parti. Dans de telles conditions, chaque organisme dirigeant du Parti mettra en oeuvre toute son énergie pour mieux comprendre et traiter correctement toutes les voies et tous les sentiments des membres du Parti. Dans ce but, le style de travail du Parti, la méthode de direction et le principe marxiste-léniniste de direction collective doivent être appliqués fermement.

Dans la reconstruction du PKI selon la ligne marxiste-léniniste, il faudra accorder la plus grande attention à l'édification d'organisations du Parti dans les zones rurales, à l'établissement de bases révolutionnaires.

La tâche de reconstruire un Parti marxiste-léniniste comme il est écrit plus haut, exige un travail acharné et de longue haleine, rempli de dangers et doit par conséquent, être mené avec courage, persévérance, soin, patience et ténacité.

La voie à suivre

Une fois connues les erreurs et les faiblesses du Parti au cours de la période postérieure à 1951 comme déjà expliqué, faiblesses et erreurs qui ont entraîné de sérieux dommages pour le PKI et le mouvement révolutionnaire du peuple indonésien, il est évident que notre devoir est de réaliser les tâches les plus urgentes auxquelles se trouvent confrontés les marxistes-léninistes indonésiens à l'époque actuelle, la première étant de refaire du PKI un Parti marxiste-léniniste, débarrassé du subjectivisme, de l'opportunisme et du révisionnisme moderne.

Pour refaire du PKI un tel Parti marxiste-léniniste, les cadres du Parti à tous les niveaux, et ensuite tous les membres du Parti doivent parvenir à une unité de vues sur les erreurs faites par le Parti dans le passé, ainsi que sur la nouvelle voie à prendre.

Suite aux attaques de la troisième terreur blanche, le Parti a perdu de nombreux cadres qui avaient de longues années d'expérience dans le travail du Parti et dans le travail parmi les organisations révolutionnaires de masses. Cependant, lorsqu'une unanimité de vues aura été atteinte concernant les principales erreurs commises par le Parti dans le passé et concernant la nouvelle voie à prendre, alors, une direction stable sera progressivement établie à tous les niveaux, à partir des cadres encore en vie. Ceux-ci seront capables de remplir leur rôle de direction du Parti et du peuple indonésien pour surmonter les difficultés l'une après l'autre au cours de la période où sévit la contre-révolution et où la marée de la révolution est à son niveau le plus bas, faisant progresser pas à pas la lutte populaire et dirigeant finalement le nouveau raz-de-marée révolutionnaire qui se produira inévitablement.

Pour parvenir à une unité de vues, il faut développer un mouvement de rectification dans tout le Parti. À travers ce mouvement de rectification, nous remplacerons les idées fausses du passé par des idées correctes. Pour avancer dans la nouvelle voie, il est absolument nécessaire d'abandonner la voie fautive. Il ne sera pas possible de suivre la nouvelle voie sans avoir auparavant abandonné complètement la fautive.

Dans les circonstances actuelles il ne sera pas facile d'atteindre une unité de vues concernant toutes les erreurs du passé jusque dans leur moindre détail. Mais ce qui est absolument nécessaire, c'est une unanimité de vues sur les problèmes fondamentaux soulevés dans cette autocritique. Si l'on ne comprend pas ces problèmes fondamentaux, on ne sera jamais capable de se joindre à la réalisation de cette lourde, mais grande tâche de construire un parti marxiste-léniniste en Indonésie, garantie sûre de l'existence d'une direction éprouvée de la révolution démocratique populaire en Indonésie.

On a analysé plus haut que les erreurs opportunistes et révisionnistes faites par notre Parti dans les domaines politique et organisationnel, soumises à cette critique, n'étaient pas simplement le résultat des conditions sociales et historiques au cours de la dernière décennie, mais pouvaient

être recherchées plus loin dans les conditions sociales et historiques existant depuis la fondation de notre Parti. C'est pourquoi nous devons nous débarrasser de l'idée que tout ira pour le mieux une fois que nous aurons fait cette critique et autocritique. Aussi longtemps que l'idéologie subjectiviste ne sera pas complètement extirpée du Parti, ou, plus grave encore, si elle se retrouve encore parmi la direction du Parti, le Parti sera incapable d'éviter d'autres erreurs opportunistes de "gauche" ou de droite, parce que, si tel est le cas, notre Parti ne sera pas capable d'analyser correctement la situation politique, ni, par conséquent, d'assurer une direction juste. C'est avant toute chose la tâche de la direction et des cadres centraux, et ensuite de la direction régionale et des cadres à tous les niveaux, de combattre le subjectivisme avec persistance et acharnement.

Le subjectivisme peut effectivement être combattu et liquidé lorsque tous les membres du Parti auront la possibilité de distinguer l'idéologie prolétarienne de l'idéologie petite-bourgeoise, et lorsque on encourage la critique et l'autocritique. Donner la possibilité à tous les membres du Parti de distinguer l'idéologie prolétarienne de l'idéologie petite-bourgeoise ne pourra se faire qu'en intensifiant l'enseignement du marxisme-léninisme. Le Parti doit éduquer ses membres à appliquer la méthode marxiste-léniniste d'analyse de la situation politique et d'évaluation des forces des classes existantes, afin de pouvoir éviter l'analyse et l'estimation subjectives. Le Parti doit attirer l'attention des membres sur l'importance de l'investigation et sur l'étude des conditions sociales et économiques, afin d'être capables de définir la tactique de lutte et la méthode de travail qui y correspondent. Le Parti doit aider les membres à comprendre que sans une investigation des conditions actuelles ils retomberont dans l'illusion.

Garder à l'esprit les erreurs faites par le Parti dans le passé est une condition excellente pour maîtriser l'âme révolutionnaire du marxisme-léninisme. Aussi les marxistes-léninistes indonésiens ne doivent-ils épargner aucun effort ni énergie pour surmonter les difficultés qu'entraîne l'actuelle terreur blanche dans l'étude du marxisme-léninisme.

L'expérience de la lutte menée par le Parti dans le passé a montré à quel point il est indispensable pour les marxistes-léninistes indonésiens, résolus à défendre le marxisme-léninisme et à combattre le révisionnisme moderne, d'étudier non seulement les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, mais également de consacrer une attention particulière à l'étude de la pensée de Mao Tsé-toung, qui a réussi à continuer, défendre et développer le marxisme-léninisme à son point culminant à l'époque actuelle.

Le PKI ne sera capable de tenir haut le drapeau du marxisme-léninisme, que s'il adopte une attitude résolue dans la lutte contre le révisionnisme moderne, qui a pour centre aujourd'hui le groupe dirigeant du PCUS. La lutte contre le révisionnisme moderne ne peut être menée résolument si l'on sauvegarde en même temps l'amitié avec les révisionnistes modernes. Le PKI doit abandonner l'attitude fautive qu'il a eue par le passé sur la question des relations avec les révisionnistes modernes. La loyauté envers l'internationalisme prolétarien ne peut se manifester que par une prise de position sans concessions dans la lutte contre le révisionnisme moderne, parce que le révisionnisme moderne a détruit l'internationalisme prolétarien et trahi la lutte du prolétariat et des peuples opprimés partout dans le monde.

Dans la reconstruction du Parti, les marxistes-léninistes indonésiens doivent accorder leur attention à la création des conditions permettant de diriger la révolution agraire armée des paysans qui deviendra la principale forme de lutte pour faire triompher la révolution démocratique populaire en Indonésie. Cela signifie qu'il faut accorder la plus grande attention à la reconstruction des organisations du Parti dans les zones rurales. La plus grande attention doit être accordée à résoudre le problème d'éveiller, d'organiser et de mobiliser les paysans dans la révolution agraire anti-féodale. L'intégration du Parti à la paysannerie, en particulier parmi les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, doit être effectuée correctement. Parce que c'est uniquement à travers une telle intégration que le Parti sera capable de diriger la paysannerie et que la paysannerie, de son côté, sera capable de devenir le rempart invincible de la révolution démocratique populaire.

Suite aux attaques de la troisième terreur blanche, les organisations du Parti dans les zones rurales ont en général subi de plus grands dommages. Le fait a rendu le travail dans les campagnes plus

ardu et plus difficile. Mais cela ne change en aucune manière la loi inexorable que la principale force de la révolution démocratique populaire en Indonésie est la paysannerie, et sa zone de base la campagne.

Avec la détermination la plus résolue de servir totalement les masses populaires, les marxistes-léninistes indonésiens seront certainement capables de surmonter les pires difficultés. En ayant la confiance la plus absolue dans les masses, en faisant confiance aux masses, les marxistes-léninistes indonésiens seront assurément capables de transformer les villages indonésiens arriérés en de grands et solides bastions militaires, politiques, économiques et culturels de la révolution.

Les paysans indonésiens sont les plus intéressés par la révolution démocratique populaire. Parce que seule cette révolution peut les libérer de la voie arriérée et victimes d'injustices par la suppression de la féodalité. Seule cette révolution peut leur apporter ce dont ils ont rêvé toute leur vie et qui est: la terre. Voilà pourquoi les paysans prendront sûrement la voie de la révolution pour la terre et la libération, et ceci quelles que soient les difficultés, les tours et les détours de cette voie.

Évidemment, la deuxième tâche des marxistes-léninistes indonésiens à l'heure actuelle est de créer les conditions nécessaires pour la révolution agraire armée des paysans sous la direction du prolétariat. Pourvu que les marxistes-léninistes indonésiens réussissent à éveiller, organiser et mobiliser les paysans pour mener une révolution agraire anti-féodale, la direction de la classe ouvrière dans la révolution démocratique populaire et la victoire de cette révolution seront assurées.

Cependant, le Parti doit poursuivre ses efforts pour établir un front uni révolutionnaire avec les autres classes et groupes anti-impérialistes et anti-féodaux. Sur la base de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie sous la direction du prolétariat, le Parti doit s'efforcer de gagner à sa cause la petite bourgeoisie urbaine et les autres forces démocratiques, ainsi que la bourgeoisie nationale en tant qu'allié d'appoint dans la révolution démocratique populaire. Les conditions objectives actuelles offrent la possibilité pour l'établissement d'un large front uni révolutionnaire.

La dictature militaire des généraux de droite dirigée par Nasution et Suharto est l'expression de la domination des classes les plus réactionnaires du pays, à savoir, la bourgeoisie compradore, les capitalistes bureaucrates et les propriétaires fonciers. Les classes réactionnaires de l'intérieur sous la direction de la clique des généraux de droite, exercent leur dictature sur le peuple indonésien, et agissent en tant que chiens de garde des intérêts de l'impérialisme en Indonésie, en particulier de l'impérialisme américain. Par conséquent, l'arrivée au pouvoir de la dictature militaire des généraux de droite servira certainement à intensifier l'oppression et l'exploitation du peuple indonésien par l'impérialisme et le féodalisme.

La dictature militaire des généraux de droite ne représente les intérêts que d'une très petite minorité qui opprime l'immense majorité du peuple indonésien. C'est la raison pour laquelle la dictature militaire des généraux de droite se heurtera inévitablement à la résistance des larges masses populaires. La dictature militaire des généraux de droite ne représente pas davantage la masse des soldats des Forces Armées de la République d'Indonésie. C'est pourquoi la résistance à la dictature militaire des généraux de droite se manifesterait aussi parmi les soldats. Il est clair par conséquent que dans la lutte pour écraser la dictature militaire des généraux de droite, il existe la possibilité d'établir le front le plus large possible.

La situation actuelle est différente de celle existant durant la deuxième terreur blanche (Provocation de Madiun). Actuellement ce ne sont pas toutes les forces moyennes qui rejoignent la contre-révolution pour attaquer les forces motrices de la révolution. L'aile gauche des forces moyennes, ayant également été prise pour cible par la contre-révolution, participe à la résistance. Le nombre de ces forces moyennes qui résistent à la dictature militaire des généraux de droite croît de jour en jour. Le Parti doit travailler sans relâche à renforcer le front uni avec ces forces.

Donc, la troisième tâche urgente qui se pose aux marxistes-léninistes indonésiens est d'établir un front uni révolutionnaire avec toutes les classes et tous les groupes anti-impérialistes et anti-

féodaux basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans sous la direction de la classe ouvrière.

Il est donc clair que pour faire triompher la révolution démocratique populaire, les marxistes-léninistes indonésiens doivent tenir haut les trois drapeaux du Parti:

Le premier drapeau, l'édification d'un parti marxiste-léniniste débarrassé du subjectivisme, de l'opportunisme et du révisionnisme moderne.

Le deuxième drapeau, la lutte armée du peuple qui dans son essence est la lutte armée des paysans dans une révolution agraire anti-féodale sous la direction de la classe ouvrière.

Le troisième drapeau, le front uni révolutionnaire basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans sous la direction de la classe ouvrière.

Le Bureau politique a par la présente, fait son autocritique sur les sérieuses faiblesses et erreurs du Parti au cours de la période postérieure à 1951 qui a entraîné de sérieux dommages pour le Parti et dans tous les rangs du mouvement révolutionnaire.

Les tâches auxquelles se trouvent confrontés les marxistes-léninistes indonésiens sont très ardues. Il leur faut travailler sous la plus sauvage et la plus barbare des terreurs et des persécutions, sans parallèle dans l'histoire, cependant, les marxistes-léninistes indonésiens ne doutent pas un instant que s'ils corrigent les erreurs faites par le Parti dans le passé, ils suivront dorénavant la voie correcte, celle de la révolution démocratique populaire. Aussi longue, tortueuse, et pleine de difficultés qu'elle soit, c'est la seule voie qui mène à une Indonésie nouvelle libre et démocratique, une Indonésie qui appartiendra réellement au peuple indonésien. Pour cette noble cause, nous devons avoir le courage de suivre cette longue route.

Les marxistes-léninistes et les révolutionnaires indonésiens, sur la base de leur propre expérience de lutte, n'ont pas le moindre doute sur la justesse de la thèse du camarade Mao Tsé-toung, "*les impérialistes, et tous les réactionnaires sont des tigres en papier. En apparence ils sont terribles, mais en réalité ils ne sont pas si puissants. À envisager les choses du point de vue de l'avenir, c'est le peuple qui est vraiment puissant, et non les réactionnaires*". La dictature militaire des généraux de droites qui détient actuellement le pouvoir est également un tigre en papier. En apparence, ils sont puissants et terribles. Mais en réalité, ils ne sont pas si puissants parce que loin d'être soutenus par le peuple, celui-ci leur résiste, parce que les contradictions abondent dans leurs rangs, parce qu'ils se disputent entre eux pour avoir une plus grande part du butin et obtenir plus de pouvoirs. Les impérialistes, les impérialistes américains en particulier, qui sont le principal appui de la dictature militaire des généraux de droite, sont aussi des tigres en papier. En apparence ils sont puissants et terribles, mais en réalité ils sont faibles et approchent de leur effondrement total. La faiblesse des impérialistes, en particulier des impérialistes américains, est prouvée de façon vivante par leur impuissance à vaincre l'héroïque peuple vietnamien et à abattre la marée de la lutte anti-impérialiste menée par les peuples du monde entier, y compris le peuple américain lui-même, qui assène des coups furieux à la forteresse de l'impérialisme.

D'un point de vue stratégique, les impérialistes et les réactionnaires sont faibles, et par conséquent nous devons les mépriser. En méprisant les ennemis du point de vue stratégique nous pouvons renforcer notre courage de lutter contre eux et notre confiance de les vaincre. En même temps nous devons les prendre tout à fait au sérieux, tenir pleinement compte de leur puissance sur le plan tactique, et éviter de faire preuve d'aventurisme envers eux.

Nous nous trouvons actuellement à une époque où l'impérialisme va vers l'écroulement total et où le socialisme marche de l'avant triomphalement partout dans le monde. Aucune force sur terre ne peut empêcher la ruine totale de l'impérialisme et de tous les réactionnaires, et aucune force ne peut arrêter le socialisme à travers le monde. La dictature militaire des généraux de droite, chiens de garde des intérêts de l'impérialisme en Indonésie, est également incapable d'évaluer sa propre destruction. Les massacres criminels et sauvages et la torture infligée à des centaines de milliers de communistes et de démocrates, qui se poursuivent encore actuellement ne pourront empêcher le peuple et les communistes de lever la résistance.

Au contraire, toutes ces brutalités et cruautés ne serviront qu'à intensifier la lutte de résistance populaire rendant coup pour coup. Les communistes vengeront l'assassinat de leurs dizaines de milliers de camarades avec la résolution de servir toujours mieux, le peuple, la révolution et le Parti.

Les marxistes-léninistes qui subissent les attaques de la troisième terreur blanche expriment leur gratitude la plus profonde pour la solidarité des marxistes-léninistes du monde entier. Cette solidarité a renforcé la conviction des révolutionnaires indonésiens dans les liens indéfectibles qui unissent leur lutte de libération nationale à la lutte internationale du prolétariat pour le socialisme. Les marxistes-léninistes indonésiens n'épargneront ni leurs efforts, ni leur énergie pour remplir les vœux chaleureux, les espoirs des marxistes-léninistes dans le monde, en défendant résolument le marxisme-léninisme et en luttant contre le révisionnisme moderne, en travaillant toujours mieux pour la libération de leur peuple et du pays, et pour la révolution prolétarienne mondiale.

Les marxistes-léninistes indonésiens qui sont unis en esprit et déterminés à emprunter la voie de la révolution en mettant leur foi la plus totale dans le peuple, en faisant confiance au peuple, en travaillant avec courage, persévérance, conscience, patience, persistance et vigilance, seront certainement capables d'accomplir leur mission historique, pour guider la révolution démocratique populaire, pour écraser la dictature militaire des généraux de droite et édifier un pouvoir complètement nouveau, la dictature démocratique populaire. Avec la dictature démocratique du peuple, le pouvoir conjoint des classes et groupes anti-impérialistes et anti-féodaux sous la direction de la classe ouvrière, le peuple indonésien liquidera totalement l'impérialisme et les vestiges du féodalisme, construira une société nouvelle, libre et démocratique, et progressera vers le socialisme où l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme seront supprimés.

Unissons-nous étroitement pour prendre la voie de la révolution qui est illuminée par les enseignements du marxisme-léninisme, la voie menant à la libération du prolétariat et du peuple indonésien, la voie menant vers le socialisme.

[Java central, septembre 1966](#)

Bureau politique du Comité central du PKI

On retrouvera pas mal d'information sur « [32 lignition.free.fr](#) » *Indonésie 1954-1966 – Eléments de chronologie.*